

UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 2 / JUIN 2023

Le magazine de la DDC
sur le développement
et la coopération

www.un-seul-monde.ch

GRANDS LACS AFRICAINS

Reportage sur les femmes,
actrices-clés de la paix

BÉNIN

Le regain d'intérêt pour le vaudou

MOINS DE 2,15 DOLLARS PAR JOUR

Comment mesurer la pauvreté ?



DOSSIER

GRANDS LACS AFRICAINS



8

Actrices de paix

Depuis plusieurs décennies, la région des Grands Lacs africains est en proie à des conflits très meurtriers. Les femmes, qui paient un lourd tribut, se relèvent et s'engagent en faveur de la cohésion sociale.

14

« Les femmes sont plus douées pour promouvoir la paix »

Entretien avec Simon Gasibirege, docteur en psychopédagogie.

16

Quand une lueur de joie s'allume

Un large programme psychosocial de la DDC soutient les femmes et travaille avec les hommes pour transformer les normes de genre.

18

De vendeuses étrangères à amies pour la vie

En développant leurs activités transfrontalières, des commerçantes contribuent à la paix.

20

Justice de proximité, au féminin

Pour régler les différends locaux, le Rwanda a mis en place des comités de médiation.

21

Faits et chiffres

UN SEUL MONDE en ligne:

www.un-seul-monde.ch
www.eine-welt.ch
www.un-solo-mondo.ch
www.one-world-magazine.ch

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

HORIZONS

BÉNIN



22

Retour aux sources

Au Bénin, le vaudou connaît un regain d'intérêt parmi les jeunes.

26

Sur le terrain avec...

Isabelle Do Régo Atindéhou, assistante de direction et assistante consulaire auprès du Bureau de coopération de Cotonou.

27

Rédemption

Akpé Carole Anne-Lise Lokossou parle de la solidarité féminine dans son pays.

DDC



28

Changement de paradigme

Les acteurs locaux devraient avoir un plus grand pouvoir de décision.

32

Aide juridique dans une précarité extrême

En Lybie, la DDC soutient des juristes locaux pour défendre les droits des plus vulnérables.

34

Haricots, silos et coopératives rurales d'épargne

Au Honduras, le gouvernement adopte à l'échelle nationale un modèle de gestion communautaire initié par la Suisse.

FORUM



36

Moins de 2,15 dollars par jour. La pauvreté se résume-t-elle à un chiffre?

La définition de la pauvreté fait débat.

39

La culture comme arme de séduction massive

Carte blanche: l'écrivain béninois Florent Couao-Zotti relève l'importance des arts dans son pays.

CULTURE



40

Ex-Yu-Rock-Centar, un lieu dédié au rock yougoslave

Un nouveau centre à Sarajevo veut retracer l'histoire de ce genre musical et contribuer à l'essor de la région.

3 Éditorial

4 Périscope

31 Position du Conseiller fédéral
Ignazio Cassis

42 Service

43 Coup de cœur avec Ayşe Yavas

43 Impressum

GUÉRIR ENSEMBLE LES BLESSURES DE LA VIE



Le Burundi, le Rwanda et la République démocratique du Congo (RDC) partagent une histoire commune: dans ce paysage paradisiaque aux collines verdoyantes où ondulent rivières et lacs majestueux, plusieurs drames ont secoué la région. Un génocide au Rwanda en 1994, des coups d'État au Burundi dans les années 1990 et des troubles électoraux en 2015 ainsi que des affrontements entre groupes armés dans l'est de la RDC ont laissé des traces profondes au sein des communautés. Dans ce contexte, les femmes et les filles subissent les affres des divers conflits armés et sont les victimes d'agressions sexuelles. En situation d'accalmie, le soubassement patriarcal prend le dessus et les violences sexuelles deviennent subtilement des violences basées sur le genre.

La Suisse accompagne les États dans leurs efforts de pacification par des programmes de paix et de cohésion sociale. Né d'une initiative de femmes parlementaires suisses en visite dans la région, un programme régional voit le jour en 2010. Humanitaire au départ avec des soins aux survivantes de viol, il s'élargit ensuite pour soutenir les communautés meurtries dans leur cheminement vers des communautés responsables. De victimes, elles se renforcent et offrent des cadres protecteurs aux survivantes et survivants des violences. Grâce à l'approche psychosociale communautaire «Guérir ensemble», femmes, hommes, filles et garçons se rassemblent dans des espaces protégés. Elles et ils apprennent à reconnaître les blessures des uns et des autres. Une conscientisation sur le cycle de la violence voit le jour. Ainsi commence le processus de guérison. L'objectif est d'aboutir à une guérison faite de pardon et de réconciliation avant d'entamer des projets de vie communs.

Ce programme accompagne aussi des processus institutionnels favorisant un environnement protecteur pour les femmes et les filles. Ainsi, en 2011, onze pays membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs signent une déclaration par laquelle les chefs d'États s'engagent à lutter ensemble contre les violences sexuelles massives et répétitives. Ils mettent à disposition des centres de prise en charge intégrés, organisent des sessions spéciales dans des tribunaux et encouragent des bonnes pratiques de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre.

Depuis le Burundi où je travaille, j'ai vu la commune de Gahaga, dans la province de Muramvya, recevoir le deuxième prix de «La colline où il fait bon vivre». J'ai vu le professeur Simon Gasibirege, initiateur de l'approche «Guérir ensemble», récompensé d'un prix d'honneur par les autorités locales rwandaises. En RDC, j'ai vu des femmes, anciennes victimes de viols, se coaliser en Comités d'alerte pour la paix et devenir des véritables leaders de leurs communautés.

De 2011 à 2021, 164 000 personnes ont été soutenues, dont 30 % d'hommes victimes de violences, y compris sexuelles, ou faisant face à une maladie mentale. Beaucoup deviennent des modèles de masculinité positive. L'approche «Guérir ensemble», *Ushirika ni Dawa* en swahili, leur a permis de guérir et de devenir des alliés du programme dans ce processus de changement des normes sociales de genre plus équitables envers les femmes et les filles.

Aziza Aziz-Suleyman

*Coordinatrice régionale de la DDC et cheffe de bureau
Programme psychosocial régional*



DÉMINER LES STÉRÉOTYPES

(zs) Lorsque Memory Mutepfa élimine une mine, elle n'a pas peur. C'est de la fierté qu'elle ressent. La Zimbabwéenne de 31 ans fait partie d'une équipe de femmes qui travaille au déminage de son pays. Durant la guerre de libération des années 1970, la Grande-Bretagne y a posé des millions de mines antipersonnel. Le problème demeure explosif. Les gens ne peuvent pas utiliser les terres contaminées pour cultiver des céréales ou faire paître le bétail. Surtout, les accidents restent nombreux. Un programme de Norwegian People's Aid encourage les femmes à participer au déminage pour éviter les drames et restaurer les zones affectées, tout en brisant les rôles traditionnels féminins et masculins. Ce travail leur permet de défier les notions patriarcales. Il les valorise et constitue une source d'indépendance économique. Les employées perçoivent des salaires intéressants ainsi que d'autres avantages, comme une aide aux études et un congé maternité. Des centaines de mines sont retirées chaque mois.

LA RECHERCHE, POUR QUI ?

(sch) Une étude du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) constate que, mesurés à l'aune des Objectifs de développement durable (ODD) définis par l'ONU, les efforts consentis actuellement en matière de recherche sont insuffisants. Telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, la recherche profite en premier lieu au Nord et est couplée aux intérêts d'entreprises, de gouvernements et de comités de soutien. Crise climatique, inégalités sociales, faim et risques sanitaires y sont trop peu abordés. Entre 60 à 80% des publications au niveau planétaire et 95 à 98% des innovations brevetées n'ont pas de rapport direct avec les ODD. Les pays à revenu faible n'accueillent que 0,2% de la recherche mondiale. Pourtant, 60 à 80% de ces projets sont liés aux ODD, pour 30 à 40% dans les pays à revenu élevé et intermédiaire. Aujourd'hui encore, une recherche axée sur les principaux défis écologiques ainsi que sur les modèles de consommation et les modes de production

destructeurs ne représente pas une priorité pour les États à revenu élevé. En revanche, la recherche à des fins militaires bénéficie d'un appui financier solide. Les autrices et auteurs du rapport réclament un accroissement sensible des dépenses pour une recherche directement liée aux ODD.

FORTES DISPARITÉS

(sam) À l'échelle du globe, les fonds publics dédiés à l'éducation profitent plutôt aux enfants de familles privilégiées. Les enfants de ménages pauvres en bénéficient le moins. C'est ce que dévoile un rapport de l'UNICEF de janvier 2023. Les données relatives au financement public des différents niveaux d'enseignement ont été récoltées dans 102 pays. L'étude constate que les élèves les mieux lotis reçoivent six fois plus de fonds que les écolières et écoliers les plus démunis. Cette disparité s'explique aussi par le fait que les enfants touchés par la pauvreté ont moins souvent accès à l'école, mettent fin à leur scolarité plus tôt et sont moins représentés dans les filières supérieures, pour lesquelles les dépenses publiques par élève sont nettement plus importantes. C'est précisément dans un contexte de crise globale de l'éducation qu'il reviendrait aux gouvernements d'œuvrer davantage en faveur d'un financement plus équitable et d'accorder la priorité aux ressources publiques en matière d'éducation, argumente le rapport. www.unicef.org (*Transformer l'éducation au moyen de financements équitables*)

UN ÉTAT DE L'INDE SANS PESTICIDES

(sam) L'Andhra Pradesh, huitième plus grand État de l'Inde, poursuit un objectif ambitieux : six millions de familles paysannes devront avoir éliminé les pesticides de leurs champs d'ici à 2031. Plus d'un million ont déjà tourné le dos à l'agriculture industrielle dans le cadre de l'initiative Community Managed Natural Farming et leur nombre va croissant. Le projet est piloté par le gouvernement local, qui a créé une organisation dédiée à sa mise en œuvre. Les familles paysannes jouent un rôle clé à cet égard ;



les plus expérimentées en méthodes de culture naturelle transmettent leur savoir aux autres. Le gouvernement réagit ainsi à une situation préoccupante: en Inde, en matière de consommation de pesticides, l'Andhra Pradesh occupe la deuxième place. Avec la baisse des prix mondiaux des denrées alimentaires, de nombreux agriculteurs et agricultrices sont endettés. Des sondages ont montré que 88 % des exploitantes et exploitants désormais convertis aux méthodes naturelles ont pu améliorer leurs revenus à long terme.
<https://apcnf.in>

ÉCONOMIES CIRCULAIRES

(sch) Dans le cadre du projet Runres, des chercheuses et chercheurs de l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) mettent sur pied des économies circulaires, en collaboration avec des partenaires en Éthiopie, au Rwanda, en République démocratique du Congo et en Afrique du Sud. Le principe: recycler des déchets organiques et des matières fécales pour amender les sols ou nourrir le bétail. À Msunduzi, en Afrique du Sud, par exemple, Runres s'est associé à la commune et aux services industriels publics. La première livre des déchets verts; les seconds, des boues d'épuration. Une entreprise créée pour le projet en fait du compost. Les latrines communales sont vidées plus régulièrement et le risque de propagation d'agents pathogènes s'amenuise. Le compost est utilisé pour fertiliser les champs d'une coopérative agricole ou vendu à d'autres exploitations. L'objectif est double: augmenter les rendements agricoles et créer des emplois. La première phase (jusqu'à cette année) a été cofinancée par la DDC. Dans une deuxième phase, d'autres pays africains pourront bénéficier des expériences acquises.

DU VERT DANS LES VILLES ARIDES

(zs) Des « oasis urbaines vertes »: tel devrait être le devenir des mégapoles situées dans les zones très arides, selon un récent rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Quelque 35% des plus grandes villes de la planète sont bâties dans de telles zones. Mexico, New Delhi ou Le Caire en sont quelques exemples. Toujours plus chaudes et polluées, avec des ressources naturelles et des infrastructures soumises à une pression croissante, ces lieux comptent parmi les plus vulnérables du

COUP DE CRAYON d'Alfredo Martirena (Cuba)



monde face au réchauffement climatique. Avec, pour corollaire, un risque élevé de crise sociale, environnementale et économique. Le remède, selon la FAO: préserver les arbres et en planter de nouveaux, adaptés à l'environnement local. Ces derniers permettent de diminuer la température ambiante, tout en améliorant la qualité de l'air, des sols et de l'eau. Les espaces verts urbains peuvent également favoriser la cohésion sociale et le bien-être de la population.



C'est l'heure du thé pour ces Rwandaises qui participent aux ateliers de santé mentale communautaire organisés dans le cadre du programme psychosocial régional de la DDC.

© Zélie Schaller



DOSSIER GRANDS LACS AFRICAINS

ACTRICES DE PAIX PAGE 8
«LES FEMMES SONT PLUS DOUÉES POUR PROMOUVOIR LA PAIX» PAGE 14
QUAND UNE LUEUR DE JOIE S'ALLUME PAGE 16
DE VENDEUSES ÉTRANGÈRES À AMIES POUR LA VIE PAGE 18
JUSTICE DE PROXIMITÉ, AU FÉMININ PAGE 20
FAITS ET CHIFFRES PAGE 21



ACTRICES DE PAIX

Depuis plusieurs décennies, la région des Grands Lacs africains est en proie à des conflits très meurtriers. Les femmes paient un lourd tribut : les horreurs qui leur sont affligées restent bien souvent innommables. Mais elles se relèvent, s'entraident et s'engagent en faveur de la paix. Rencontres en République démocratique du Congo, au Burundi et au Rwanda.

Texte : Zélie Schaller

Couvertes d'une riche végétation, les collines sinueuses s'étendent à perte de vue, à quelque 1700 mètres d'altitude. Un paysage imposant. Comme le sont toutes ces femmes, dans la région des Grands Lacs africains, qui forcent l'admiration.

Dans une petite maison de briques, nichée au milieu des bananiers et du maïs, Joséphine* se lève. Et chante avec beaucoup d'émotion : « Aujourd'hui, je m'accepte. Je suis invincible et j'ai re-

trouvé la joie. Tous ceux qui m'ont abandonnée se sentent ridicules et honteux lorsqu'ils me voient si courageuse. »

À quelques kilomètres de Walungu, chef-lieu du territoire rural éponyme, aux confins du Sud-Kivu en République démocratique du Congo (RDC), Joséphine et une vingtaine d'autres femmes sont réunies cet après-midi-là autour d'une table sur laquelle sont amassés papiers et cahiers. Elles terminent leur réunion. Victimes de violences sexuelles graves,

elles ont transcendé leurs blessures pour en faire une force : elles défendent les droits des femmes et œuvrent en faveur de la paix. Après une aide médicale, psychosociale et juridique, le Réseau des femmes pour les droits et la paix (RFDP), soutenu par la DDC, leur a dispensé des cours d'alphabétisation, des notions de base en matière de droits fondamentaux ainsi qu'une formation en leadership. « Je peux maintenant lire les affiches électorales : on ne peut plus me tromper ! », lance Joséphine.





«Après tout l'appui reçu, nous sommes debout et nous nous entraignons», dit Célestine. Regroupées en mutuelles de solidarité, appelées MUSO, les survivantes épargnent collectivement pour octroyer des crédits à chacune, leur permettant de développer leur petit commerce et d'étoffer ainsi leurs revenus. «Alors que je ne ressentais plus mon corps et que j'avais perdu toute valeur humaine, la MUSO m'a rendu celle-ci», déclare Célestine.

Engagées également à travers des Comités d'alerte pour la paix, ces femmes se tiennent à disposition d'autres victimes dans une maison d'écoute. Elles les accompagnent dans les structures de soins et rapportent les cas de viols et d'enlèvements auprès des leaders com-

munautaires. Pour dénoncer l'auteur de l'agression et avertir le grand public, elles produisent des affiches et lancent l'alerte sur les réseaux sociaux. Une enquête est alors ouverte.

Une guerre sans fin

Dans l'est de la RDC, le corps des femmes se révèle être un champ de bataille depuis plus de vingt-cinq ans. Lors des deux guerres qu'a connues le gigantesque pays entre 1996 et 2003, les viols se sont avérés massifs et répétés. Des exactions qui demeurent récurrentes en Ituri, ainsi qu'au Nord- et Sud-Kivu.

Cette zone frontalière avec le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda est le théâtre de conflits entre de multiples factions: armée régulière, milices soutenues par tel ou tel pays, mouvements séparatistes, bandes sous contrôle de seigneurs de guerre locaux. Plus d'une centaine de groupes armés s'y affrontent pour contrôler une partie du territoire et exploiter ses richesses minières. Chaque colline subit son lot d'horreurs: viols,

CARTE

Burundi

Superficie: 27 854 km²
 Capitale politique: Gitega/
 Capitale économique: Bujumbura
 Population: 12,55 millions
 Langues: français, kirundi

République démocratique du Congo (RDC)

Superficie: 2 344 860 km²
 Capitale: Kinshasa
 Population: 108,4 millions
 Langues: français, kituba, lingala, swahili, tshiluba

Rwanda

Superficie: 26 338 km²
 Capitale: Kigali
 Population: 13,46 millions
 Langues: kinyarwanda, anglais, français, swahili

Fièvre d'être debout: la Congolaise Joséphine chante avec beaucoup d'émotion la joie retrouvée, après les douloureuses épreuves endurées.

© Zélie Schaller

mais aussi enlèvements, assassinats et pillages de biens.

Fin 2021, le M23 (Mouvement du 23 mars), ancienne rébellion tutsi congolaise, a repris les armes. En novembre dernier, un massacre a coûté la vie à plus de 170 personnes. Kinshasa accuse le Rwanda de soutenir les insurgés. Kigali réfute, alors que des experts mandatés par les Nations Unies affirment avoir collecté des «preuves substantielles» démontrant «l'intervention directe des Forces de défense rwandaises (RDF) sur le territoire de la RDC». De leur côté, les Forces armées de la RDC (FARDC) soutiennent et collaborent avec des groupes armés. Il s'agit également d'une violation du régime des sanctions mis en place par les Nations Unies. Un cessez-le-feu a été décrété, mais les attaques se poursuivent au Nord-Kivu.

Des vagins détruits

Loin des collines et des routes cahoteuses, sur les hauteurs de Bukavu, capitale du Sud-Kivu séparée du Rwanda par le lac Kivu et la rivière Ruzizi, tout paraît calme. Pourtant, l'extrême violence des conflits armés à répétition est bien

réelle. Chaque semaine, des femmes et des filles mutilées viennent trouver refuge dans cette enclave de paix: l'hôpital de Panzi, institution fondée en 1999 et dirigée par Denis Mukwege. Le chirurgien gynécologique congolais alerte depuis plus de vingt ans sur les atrocités perpétrées dans sa région natale: un combat qui lui a valu le prix Nobel de la paix en 2018. Nous n'avons pas eu le privilège de le rencontrer, puisqu'il se trouvait à l'étranger lors de notre visite.

L'hôpital comprend une aile dédiée aux victimes de violences sexuelles et/ou de pathologies gynécologiques graves: une quarantaine de femmes et de filles y sont opérées chaque semaine. Le gynécologue-obstétricien Kenny Raha a «réparé» il y a peu une enfant de trois ans avec le professeur Denis Mukwege. Des fillettes de quelques mois aux femmes de 80 ans, nulle génération n'échappe à la terreur. Les dommages physiques au niveau du rectum, de la vessie, du périnée et, bien sûr, du vagin sont lourds. «Récemment, une femme avait des balles d'arme à feu dans son vagin. Il est possible de perdre l'appareil génital», fait savoir le médecin.

Outre les traumatismes physiques, la transmission du VIH/sida, une grossesse non désirée et des complications graves en termes de santé reproductive constituent d'autres conséquences possibles. Sans compter les troubles psychologiques: peurs, cauchemars et douleurs corporelles psychosomatiques notamment. «Le viol constitue une effraction du corps qui touche directement au moi, une mise à mort identitaire, une souillure perpétuelle. D'où la dépression et la dissociation des survivantes à force d'être confrontées à leur propre corps. Ce dernier est cristallisé, car il ne mérite plus ce qu'il est», indique Samuel Musisiva, psychologue clinicien et chercheur au Centre d'Excellence Denis Mukwege (CEDM) dédié à la recherche sur les conditions des femmes.

Honte et culpabilité

Les victimes se sentent honteuses et coupables. Stigmatisées, elles sont rejetées par leur famille et la communauté. Lesquelles sont blessées également. «Le viol de guerre constitue une arme puissante de destruction de l'intérieur des populations locales», souligne Cécilia Agino Foussiakda, chercheuse au CEDM.

TROIS QUESTIONS À CHRISTINE NTAHE « LES FEMMES ONT INTÉRÊT À LA PAIX, ET NON À LA GUERRE »

Dans la région des Grands Lacs africains, les femmes marchent vers la réconciliation. Pourquoi elles et pas les hommes ?

Les femmes ont intérêt à la paix, et non à la guerre. Durant un conflit, elles errent seules avec leurs enfants et courent le risque d'être violées. Aussi cherchent-elles toujours l'harmonie. Regroupées en associations, elles tissent des amitiés, promeuvent le dialogue et disent non à la violence et aux préjugés. Leur cœur est plus sensible, mais elles

sont plus fortes et plus endurantes. Elles tiennent toujours bon: ce sont des combattantes.

Quelle influence peuvent-elles exercer ?

Parce qu'elles sont aux côtés des enfants, elles ont beaucoup de pouvoir. Les enfants écoutent leur maman, la prennent au sérieux. Ces mères doivent leur dire: «Plus jamais ça! Nous devons éviter les divisions et la guerre, vivre comme des frères et sœurs.» Très pré-

sentes dans les communautés, elles jouent un grand rôle également en suscitant la bienveillance.

Quelles sont les clés de la paix ?

L'éducation: éduquer une femme, c'est éduquer une nation. Elle peut éduquer ensuite les enfants et les hommes. La communication dans les couples est importante également. Et, bien sûr, de manière générale, il ne faut pas attiser la haine.

«Il a lieu dans les champs et la forêt alors que les femmes vaquent à leurs activités traditionnelles. Ou plus souvent encore, il est commis au domicile, sous les yeux des enfants et du mari», relate la jeune Congolaise. Le chef de famille, qui n'a pu protéger sa femme, ressent une impuissance et perd son honneur: «Il ne se sent plus homme. Neutralisé, il n'est plus capable de mener la guerre. C'est une stratégie consciente», pointe-t-elle.

Or, les agresseurs ne sont plus seulement des combattants poursuivant une stratégie. Ce sont également des civils: la fillette opérée par le docteur Kenny Raha a été violée par un «ami» de la famille. «Les violences sexuelles ont contaminé la société. Il y a comme un continuum: on perpétue les mauvaises habitudes», soupire le Congolais.

Vulnérabilité collective

Dans la région des Grands Lacs africains, les décennies de conflits ont décimé les familles, détruit le tissu social, les normes et les valeurs. «Les communautés vivent toujours avec de profondes blessures entraînant de la violence, note

Béatrice Barandereka, psychologue du centre burundais SERUKA, qui vient en aide aux victimes de viol. Ces comportements s'expliquent aussi par le patriarcat, qui dévalorise les femmes.» Celles-ci doivent rester à la maison pour s'occuper des enfants et entretenir la maison. Elles sont systématiquement discriminées dans toutes les sphères de la vie. Les inégalités commencent dès le plus jeune âge: les familles privilégient la scolarisation des garçons plutôt que celle des filles.

La précarité des filles est largement perceptible au Burundi et au Rwanda où les viols sur des mineures prennent de l'ampleur, avec pour corollaire des grossesses non désirées. Et la violence dans les familles est élevée. Anita, Burundaise de 37 ans, l'a vécue avec son mari. «Je pleurais sans cesse, je ne me lavais plus, ne me coiffais plus», confie-t-elle. La mère de quatre enfants a pris part aux ateliers de guérison communautaire mis en place dans le cadre du vaste programme psychosocial régional de la DDC (voir article pages 16 et 17): «Ils ont été pour moi comme un médicament. Quand j'ai remarqué que le médicament me guérissait, j'ai compris qu'il fallait guérir le problème.» Aussi anime-t-elle

BÂTISSEUSES ET BÂTISSEURS DE PAIX

Non loin de Gitega, capitale politique du Burundi, des leaders de la colline Mwendu (commune de Kayanza) sont réunis toute une semaine en «Cercle de paix». Offert dans le monde entier, ce programme encourage femmes et hommes à contribuer à la paix au sein de leur communauté. Des temps de réflexion personnels et des exercices interactifs sont proposés. Ce matin-là, Rachel, l'animatrice, demande aux participantes et participants: «Qu'est-ce qui détruit la paix?» Aussitôt, les réponses fusent: la pauvreté, les fausses accusations, la drogue, les viols sur les mineures, le manque de terres, la corruption. «Et vous-même avez-vous détruit la paix?», interroge l'animatrice. Les personnes écrivent deux réponses sur un morceau de papier de toilette qu'elles jettent ensuite à la poubelle. Tout un symbole. «Et qu'est-ce qui peut contribuer à la paix sur la colline?», poursuit Rachel. L'altruisme, l'écoute, le dialogue, le pardon, le respect et la production de nourriture pour toutes et tous, répond le groupe. Justement, pour que chacune/ chacun puisse manger à sa faim, Angelo Barampama montre ensuite dans le jardin comment produire et transformer le manioc de manière efficace. Lui et son épouse, Daphrose Ntarataze Barampama, organisent des Cercles de paix depuis 2012 dans leur pays natal, alors qu'ils ont vécu longtemps en Suisse auparavant. Le couple, vêtu de violet - couleur des mouvements féministes -, observe des changements positifs: un meilleur vivre ensemble, une solidarité qui dépasse les appartenances ethniques et politiques ainsi que la constitution de coopératives. Chaque groupe développe un projet de cohésion sociale et/ ou une activité génératrice de revenu.



CHRISTINE NTAHE, ancienne journaliste à la Radio Télévision Nationale du Burundi (RTNB), est certes à la retraite, mais toujours très active. Chaque jour, des enfants des rues viennent déjeuner chez elle, à la périphérie de Bujumbura: ils sont environ 80 la semaine, 200 le dimanche. Les enfants l'appellent «Maman Dimanche». Ce sont des aînées qui préparent le repas la veille. En 2018, Christine Ntahe a publié un recueil de témoignages sur des pionnières de la paix au Burundi, intitulé *Elles, un hommage aux oubliées*. Un documentaire avec la même trame vient de sortir.



Survivante de violences conjugales, Anita s'est peu à peu reconstruite et est devenue un exemple de changement sur la colline de Gahaga, au nord-ouest du Burundi.

© Zélie Schaller

à son tour des ateliers: elle est devenue une personne-ressource, à l'image de nombreuses femmes devenues des modèles, des exemples de changement sur la verte colline de Gahaga, au nord-ouest du Burundi.

Les femmes comme moteur de changement

Grâce à leur travail, la colline s'est même vu récemment récompensée. L'ONG Care international et le gouvernement burundais, qui ont lancé un concours intitulé «La colline où il fait bon vivre», leur ont remis le deuxième prix. Avec à la clé une moto, à la demande de la communauté, pour transporter les victimes de viol à l'hôpital.

L'administrateur de la colline, Euphrem Ndikumasabo, observe des changements notables: «La communauté s'est apaisée. Auparavant tabou, le viol était caché. Désormais, les gens expriment de la compassion envers la victime et savent comment la prendre en charge. Un cas est l'affaire de toutes et tous.» Parce qu'«il ne faut pas se taire devant les violences», comme il est écrit au dos du T-shirt orange de Philomène.

La Rwandaise de 48 ans, qui vit à Kankuba, à une dizaine de kilomètres de Kigali, participait en novembre dernier aux 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre. Philomène est devenue une facilitatrice: elle identifie dans son village les femmes victimes de violences et les convainc de prendre

«DES BOMBES À RETARDEMENT»

En RDC, des milliers d'enfants nés du viol sont rejetés par la fratrie et la communauté. Le traumatisme est incessant: «On leur rappelle constamment qu'ils sont issus d'un viol. La communauté doit comprendre qu'ils n'ont pas choisi de naître dans ces conditions», explique Cécilia Agino Foussiakda, du Centre d'Excellence Denis Mukwege. Fragilisés, ils deviennent des proies faciles: «Ils sont à leur tour violés ou rejoignent des bandes criminelles. La majorité sont devenus des délinquants et les ennemis passent par eux pour envahir les villages. Ce sont des bombes à retardement», déplore la jeune Congolaise. En outre, ces enfants rendent la réintégration sociale de leurs mères difficile. Les garçons sont considérés comme un danger potentiel associé à leurs pères biologiques. Les filles, en revanche, semblent mieux acceptées, pouvant accomplir les tâches ménagères. De plus, à travers leur mariage, leur beau-père bénéficiera d'une dot, indique Cécilia Agino Foussiakda.





Ce Cercle de paix étudie la transformation du manioc de manière à augmenter la sécurité alimentaire (ci-dessus). L'hôpital de Panzi (à gauche) à Bukavu, en RDC, est spécialisé dans le traitement des survivantes de violences. La grande majorité des patientes ont été victimes d'abus sexuels.

© Zélie Schaller (2)

part aux ateliers de guérison qu'elle a elle-même suivis.

Lors du génocide qui a ensanglanté son pays en 1994, on l'a battue et violée; une grande partie de sa famille a été tuée. Réfugiée en RDC, elle s'est mariée à un Rwandais, qui a été condamné par la suite pour crime de génocide. «J'ai été contrainte de payer tout ce que mon mari devait. Il ne me restait plus rien

pour mes enfants. J'étais folle, complètement déprimée. Je pensais que ma vie était finie. Au début des ateliers, je n'arrivais pas à partager mon histoire. Puis j'ai pris confiance et même pu pardonner à mon bourreau que j'ai visité en prison. Il m'a demandé le pardon également, ce que j'ai accepté. Si les gens ne se pardonnent pas, la guerre peut de nouveau éclater demain. On m'a aidée, relève-t-elle. Je veux désormais aider.» Sa «mission: sensibiliser les communautés à toutes les violences».

Dans la région des Grands Lacs, ce sont les femmes qui entament la réconciliation et transcendent les divisions. «Plus fédératrices, elles sont les moteurs du changement. Mais, alors qu'elles portent la société et l'économie, elles ne sont pas intégrées dans les processus décisionnels, commente Boris Maver,

chef du Bureau de coopération suisse au Burundi. Les hommes doivent comprendre le rôle qu'elles peuvent jouer.» En attendant, elles ne baissent pas les bras. Partager leur histoire avec d'autres victimes leur donne de la force. Elles se serrent les coudes et œuvrent à la paix. ■

* *Pour préserver un minimum d'anonymat, seuls les prénoms des survivantes sont publiés.*

« LES FEMMES SONT PLUS DOUÉES POUR PROMOUVOIR LA PAIX »

Après le drame du génocide rwandais en 1994, le psychologue Simon Gasibirege a mis en place des ateliers de santé mentale communautaire pour apaiser les souffrances et recréer du lien social. Dans cet entretien, il décrit cette approche qui a permis d'insuffler de l'espoir au sein de populations meurtries par des décennies de conflits. Et explique pourquoi les femmes sont particulièrement résilientes.

Entretien : Zélie Schaller

Dans la région des Grands Lacs africains, les violences sexuelles ont pris une ampleur difficilement imaginable. Pourquoi, dans une communauté, à un moment donné de son histoire, un nombre élevé de ses membres en vient à commettre des actes de viol ?

Les viols massifs constituent le dernier degré de haine et de déshumanisation. Les gens ne naissent pas violeurs, avec la haine. Ce sont une stratégie de guerre et une politique d'extermination qui ont conduit à la socialisation de la haine. La colonisation a entraîné la division. Violence et conflits en ont découlé. La femme est devenue l'ennemie désignée. Détruire la femme, c'est détruire la vie. C'est le meilleur moyen de rayer un groupe ethnique.

« LA SEULE FORME DE GUÉRISON PÉRENNE EST UNE GUÉRISON PARTAGÉE. »

Aussi le viol est-il utilisé comme arme de guerre.

Oui, derrière la guerre se trouve une idéologie qui réduit l'autre à un animal et à un objet. Il faut l'éliminer. La violence à l'encontre des femmes s'inscrit dans la logique de cette idéologie.

Quel est le profil du violeur ?

C'est un homme qui n'a pas été aimé. Froid, il n'éprouve pas de sentiments. Il en veut à l'humanité entière et va décharger sa haine sur les femmes. Au départ, les leaders ont incité la masse à

détruire la femme de l'ennemi pour exterminer le peuple d'une communauté. Aujourd'hui, dans les sociétés où le lien social et le tissu psychosocial ont été détruits, les normes et les valeurs perdues, les criminels opportunistes profitent de la situation pour assouvir leur pouvoir.

Et ils sèment la violence. De quoi souffrent les femmes victimes de viol ?

Humiliées, elles ont perdu toute estime d'elles-mêmes et n'ont plus de valeur aux yeux de leur mari. Profondément blessées, elles risquent de blesser les autres. Elles ressentent également une profonde colère, qu'elles déverseront sur leurs enfants, les hommes et les voisins. Ou alors impuissantes, elles cher-



cheront Dieu le Tout-Puissant pour se consoler. Dans la prière toute la journée, elles ne pourront répondre à leurs obligations familiales.

Les violences sexuelles affectent ainsi autant les femmes que leurs familles et les communautés. Pour aider les victimes, vous êtes passé de la consultation individuelle à la thérapie communautaire. Quel a été votre cheminement ? En 1996, alors que j'étais professeur à l'Université nationale du Rwanda, à Butare, au sud du pays, des femmes et des filles venaient me consulter. Elles présentaient des symptômes de stress post-traumatique: pleurs, tristesse, colère, violence, isolement, refus de parler,

SIMON GASIBIREGE est docteur en psychopédagogie. Ancien professeur à l'Université nationale du Rwanda, à Butare, il œuvre depuis 1994 à la recréation des dynamiques communautaires. L'octogénaire a fondé la Life Wounds Healing Association (LIHOWA) qui propose des ateliers de santé mentale communautaire, des pratiques de justice restauratrice ainsi que des ateliers récréatifs pour remettre du lien et de la vie dans des populations ayant vécu l'horreur. Dès 2011, LIHOWA a été invitée par la DDC à expérimenter l'approche psychosociale communautaire également au Burundi et en République démocratique du Congo, affectés eux aussi par les conflits et les violences sexuelles. Actuellement, l'association travaille avec les ONG partenaires de la DDC à la pérennisation du programme psychosocial et de ses réalisations.

angoisse, anxiété ou encore envies suicidaires. Certaines étaient complètement déconnectées de la réalité. Les séances individuelles les apaisaient quelques jours, mais, après un moment chez elles, le bien-être disparaissait. Les gens se moquent de nous et nous rejettent, me disaient-elles.

« DÉTRUIRE LA FEMME, C'EST DÉTRUIRE LA VIE. C'EST LE MEILLEUR MOYEN DE RAYER UN GROUPE ETHNIQUE. »

Vous avez donc décidé de travailler avec la communauté.

Dans un contexte marqué par la fragilité collective, la guérison individuelle est perpétuellement remise en cause par les personnes encore blessées, qui vivent avec la survivante. La seule forme de guérison pérenne est une guérison partagée. L'approche psychosociale communautaire est basée sur l'idée que, même si elle est vulnérable, la société possède ses propres ressources et peut surmonter un effondrement lorsque la communication et la solidarité prévalent. Ses membres savent mieux que quiconque comment résoudre leurs problèmes. Tout ce dont elles et ils ont besoin, c'est un cadre d'échange protégé pour partager leurs difficultés et trouver ensemble des solutions.

Pouvez-vous décrire en quelques mots les cinq ateliers que vous avez mis en place ?

Le premier permet aux participantes et participants de prendre conscience de leurs blessures et de celles des autres, en développant l'écoute active et l'empathie. Puis les personnes effectuent un travail de deuil, avant d'explorer leurs émotions actuelles en lien avec le passé. Suit un processus de pardon et de réconciliation envers soi-même et les autres pour rétablir des relations saines: le but est de vivre avec les douleurs du passé de manière apaisée et, si possible, sans

rancœur envers la personne qui les a blessés en la détachant de son crime. Enfin, chacune et chacun prend des engagements pour sa vie future, avec des objectifs de transformation clairs. Un atelier dure cinq jours, le processus entier deux ans et demi en moyenne.

Les personnes parviennent-elles au pardon ? Guérissent-elles véritablement ?

C'est un chemin sinueux et complexe. Bien souvent, le poids de la souffrance est si lourd que la victime veut s'en délester et pardonner à son agresseur pour retrouver la paix intérieure. Au terme des ateliers, les personnes peuvent gérer leurs émotions, vivre avec leurs blessures et reconstruire leur vie. Elles s'aident et se soignent mutuellement.

Les femmes en particulier montrent une énergie incroyable. Sont-elles plus résilientes que les hommes ?

De par leur cycle menstruel, les femmes sont sans cesse traversées par la vie. Ainsi, elles ne tombent jamais entièrement. Au contraire des hommes qui ont des hormones de combativité: lorsque leur énergie est épuisée, ils doivent se reposer. La résilience est liée au sens de la vie qui nous porte. Par ailleurs, les femmes sont moins réceptives à l'idéologie de ségrégation. Ayant davantage le sens des relations, elles protègent l'art de vivre ensemble. Elles sont plus douées pour promouvoir la paix dans la communauté. Au Rwanda, la reconstruction a été initiée par les femmes. Ce sont elles qui écrivent l'histoire. ■

QUAND UNE LUEUR DE JOIE S'ALLUME

Pour briser les cycles de la violence et protéger les femmes, la DDC a lancé voici plus de dix ans un large programme psychosocial dans la région des Grands Lacs. L'approche est holistique : un soutien médical, psychosocial, économique et juridique est apporté aux victimes sur le plan individuel, des groupes thérapeutiques sont constitués pour guérir la communauté au niveau collectif et des ateliers avec les hommes visent à transformer les normes de genre.



(zs) Depuis le génocide qu'a connu son pays, le Rwanda, au printemps 1994, Dorcelle est «traumatisée». Plongée dans un profond mutisme près de trente ans durant, elle parvient enfin à mettre des mots sur ses maux. La quinquagénaire a trouvé la force de participer aux ateliers de santé mentale communautaire organisés non loin de chez elle, à Kankuba, à une dizaine de kilomètres de Kigali. Pour partager son histoire et se libérer des souvenirs douloureux.

Né d'un père Hutu et d'une mère Tutsi, Dorcelle a grandi au pied des collines verdoyantes et ondoyantes, parsemées de bananeraies. Des années de douce insouciance brisées, alors qu'elle n'avait que 23 ans: «On me pourchassait, parce que j'étais mariée à un Tutsi. Enceinte de huit mois, avec mon fils de quatre ans sur le dos, je me suis cachée dans les buissons. Mais des chiens m'ont débusquée. Des hommes que je connaissais m'ont déshabillée et violée à plusieurs reprises.»

Lors d'un atelier organisé à Kankuba, non loin de Kigali, des Rwandaises partagent leurs blessures pour s'en libérer.

© Zélie Schaller

Puis, on l'a frappée, battue et ligotée avant de la jeter nue à la rivière. «Je ne sais pas comment j'ai survécu. C'est mystérieux», souffle-t-elle. C'est son père, après avoir payé les bourreaux, qui l'a hissée de la rivière avec une corde. Une rivière qui charriait des cadavres et dont elle ne peut désormais plus s'approcher.

Des cicatrices indélébiles rongent ses cuisses et l'un de ses talons. Des céphalées persistent également en raison des coups reçus à la tête. Ces douleurs ne lui permettant pas de travailler, c'est son fils qui subvient à ses besoins. Quant à la petite fille qu'elle portait au moment du drame, elle n'aura survécu que trois ans. «Cette perte a été pour moi un immense chagrin», confie Dorcelle, les yeux embués de larmes.

Émue, Dorcelle se sent néanmoins «en paix»: «J'ai pu discuter avec les autres femmes, partager mes peurs en toute confiance et confidentialité. Quelque chose a changé en moi.» Un long chemin parcouru au travers d'ateliers avec une vingtaine d'autres victimes de violences physiques, psychiques ou sexuelles.

Traumatismes

Les conflits qui ravagent les Grands Lacs africains depuis des décennies infligent de grandes souffrances à la population. En 2010, en visite dans la région, la présidente de la Confédération de l'époque Micheline Calmy-Rey et d'autres politiciennes suisses se sont rendu compte de la situation dramatique des femmes. C'est ainsi qu'est né un an plus tard le programme psychosocial régional (Burundi, République démocratique du Congo, Rwanda) de la DDC. L'accent est mis sur l'approche psychosociale communautaire développée par le psychologue Simon Gasibirege (voir entretien pages 14-15).

Dans un atelier, Dorcelle et ses camarades réfléchissent ce matin-là au trauma. «Qu'est-ce que le trauma? Quels sont ses symptômes? Quels sont ses effets?», demande l'animateur. Les femmes se mettent aussitôt au travail. Elles constituent des petits groupes et se répartissent dans la salle ainsi que dans le joli jardin ensoleillé. Une femme prend la parole: «Le trauma, c'est un état de dégoût de soi et des autres. Il nous arrive même de perdre connaissance quand on se remémore ce qui nous est arrivé.» Et une autre de poursuivre: «Les gens considèrent le trauma comme un pro-

blème mental. Ils nous prennent pour des folles et nous fuient. Mais c'est un état dû aux circonstances.» Avec de graves conséquences: beaucoup disent souffrir de cauchemars et de peurs perpétuelles, au point de vivre recluses. «Mais le fait de se retrouver ensemble ici nous permet de regagner confiance en nous», témoigne une survivante.

Plus de sourires

La journée fut intense. Elle a commencé par des exercices de respiration et la prière, suivis de la lecture d'un texte pour introduire le thème du jour, d'une méditation et d'échanges en petits groupes. Avant de se quitter, les femmes se frottent les mains et tapent dans celles-ci pour dégager de l'énergie positive et l'envoyer au groupe. «Une lueur de joie s'est allumée. Bien que les émotions demeurent intenses, il y a plus de sourires au fil des jours. Les participantes cherchent les ressources en elles et dans la force du groupe pour poursuivre leur vie», se réjouit le formateur Claude Nsanzabandi.

À quelque 200 kilomètres de là, dans la périphérie de Bujumbura, au Burundi, des jeunes femmes ont également pris part aux ateliers de guérison commu-

nautaire des blessures. Toutes ont subi un viol, suivi d'une grossesse non désirée. Micheline, 22 ans, a mis au monde une petite fille voici deux ans. Tandis que l'enfant court après les poules dans la cour du centre géré par l'association Nturengaho, sa maman, à l'intérieur de la maison aux murs turquoise, raconte: «Depuis les ateliers, je peux m'exprimer. Je me suis ouverte et me sens libérée. Mes parents, qui me maltraitaient parce que ma grossesse était une honte pour eux, se sont aussi apaisés. Nturengaho les a invités: ils ont alors compris que ce qui m'est arrivé survenait à d'autres et ils ont changé leur regard envers mon enfant.»

Autres bonnes nouvelles: «Avec d'autres filles, nous avons créé une petite association d'épargne et de crédit. Je travaille dans les champs. Souvent, je reviens ici pour écouter et accompagner les jeunes femmes qui ont les mêmes problèmes que moi.»

Le viol et les violences sexuelles se sont généralisés durant la guerre civile au Burundi. Aujourd'hui, malgré la fin des hostilités, ils restent encore très nombreux au sein des communautés. Les filles et jeunes femmes sont particulièrement exposées. L'association Nturengaho, soutenue par la DDC, leur apporte une aide médicale, psychosociale, économique et juridique. «De l'écoute et de la compréhension également, qui sont essentielles», relève Micheline. ■

Bachi explose de rage à son retour à la maison, le repas de sa femme n'étant pas encore prêt. Le Congolais participe à un jeu de rôles soulignant la violence dans les familles.

© Zélie Schaller

ENTRAIDE DANS LE COUPLE

«J'ai frappé à la porte, mais personne n'est venu m'ouvrir. Le repas n'est pas encore prêt? Et il n'y a pas de viande! Qui est le chef dans cette maison?», s'emporte Bachi. Le Congolais de 35 ans joue un père de famille. Il participe à un jeu de rôle proposé par l'organisation partenaire de la DDC, Transcultural Psycho-social Organization (TPO), qui travaille avec les hommes et les garçons pour transformer les normes de genre. La «femme» de Bachi, un autre homme qui a revêtu une couverture autour de la taille pour simuler une jupe, lance à son «mari»: «Il n'y a pas de viande, car tu ne nous a pas laissés d'argent.» La scène entend mettre en évidence la violence dans les familles et les communautés du territoire de Walungu, à une quarantaine de kilomètres de Bukavu, en République démocratique du Congo. Marié avec six enfants, Bachi était «connu pour être violent»: «Je battais ma femme et mes enfants. Je ne m'intéressais pas à eux. Traumatisé par les conflits dans ma communauté - des groupes armés ont tout pris, tout pillé par ici -, je buvais pour oublier, perdais le contrôle et ne respectais personne. Je n'arrivais plus à aller travailler dans les carrés miniers. Des agents communautaires de TPO m'ont approché pour participer aux ateliers. Leur discours m'a touché et j'ai accepté.» Et de grands changements se sont produits: «Je m'occupe de mes enfants, je lave les vêtements. J'ai tellement évolué que des personnes se demandent si ma femme m'a ensorcelé. Je suis devenu un modèle pour certains. D'autres me traitent de femme. Mais cela ne me gêne pas: je sais que je n'en suis pas une!», s'exclame le travailleur minier.



DE VENDEUSES ÉTRANGÈRES À AMIES POUR LA VIE

Des commerçantes burundaises, congolaises et rwandaises travaillent ensemble pour développer leurs activités transfrontalières. Elles accroissent leur autonomie financière, mais aussi les échanges entre leurs pays, contribuant ainsi à la compréhension mutuelle et à la paix.

(zs) L'ambiance est à la fête ce samedi matin, au marché du quartier Essence, à Bukavu. Des dizaines de Congolaises, vêtues de leurs jolies robes colorées, applaudissent, chantent et dansent. « Merci pour le soutien. Nous voilà unies main dans la main ! », s'exclament-elles. Les commerçantes exultent de joie: l'organisation International Alert, soutenue par la DDC, leur a remis une fourgonnette blanche pour le transport de leurs marchandises en provenance du Rwanda voisin.

Jusqu'ici, les trajets s'effectuaient au moyen de motos à trois roues. Mais, au vu des mauvaises routes, la camionnette fera mieux l'affaire. Munies des plaques d'immatriculation, des documents de bord et de la clé du véhicule, les femmes feignent tour à tour de le faire démarrer. Elles ne possèdent pas le permis. C'est un chauffeur qui les conduira récupérer les produits commandés à la frontière rwandaise, à quelques kilomètres de là, où l'agriculture se révèle plus développée.

Changement de perception

Dans les environs de Bukavu, la production demeure encore faible pour nourrir les 1,5 million d'habitantes et habitants de l'agglomération. La province du Sud-Kivu regorge de terres arables, mais des maladies attaquent les cultures et les routes de desserte agricole sont souvent en mauvais état. Surtout, l'insécurité qui sévit dans les villages pousse à l'exode rural et par là même à l'abandon des champs.

Pour contribuer à la paix dans la région des Grands Lacs africains, la DDC

soutient le projet Cross Border Trade for Peace. Mises en relation par International Alert, les commerçantes burundaises, congolaises et rwandaises développent leurs activités transfron-

talières. Via des intérêts économiques communs, elles améliorent leurs revenus, tout en renforçant les échanges et la compréhension mutuelle.



«Nous devons dialoguer avec les marchandes rwandaises pour passer commande. Cela transforme l'image que nous avons les unes des autres. Au début, je n'avais pas confiance en elles. J'avais peur d'envoyer de l'argent et de ne pas recevoir les produits en retour. Mais tout se passe bien», raconte la Congolaise Riziki. La mère de six enfants vend des tomates, des patates douces, des oranges et des mangues au marché.

«En se fréquentant et en échangeant, nous dissipons nos peurs et pouvons changer nos perceptions», renchérit la vendeuse de poisson Bonane. Et de poursuivre: «Nos conversations ne concernent plus seulement les prix. Nous prenons des nouvelles des unes et des autres, nous avons lié des amitiés.» Au point de partager les moments autant heureux que difficiles: «Les femmes sont invitées au mariage des unes et des autres. Et si une Congolaise est malade, vingt à trente Rwandaises viendront lui rendre visite ou inversement», illustre Pascaline Safari. La vice-présidente de la plateforme Bukavu, qui facilite l'activité des commerçantes congolaises, ajoute: «La situation s'est ainsi nettement décristallisée, alors que nous avons grandi avec l'image que nous allions être tués si on allait au Rwanda.» Au niveau politique, des tensions persistent toutefois entre les deux pays (voir article pages 8 à 13).

«Malgré les relations difficiles entre nos pays, nous nous concentrons sur nos affaires», relate Clémentine. La Rwandaise, qui vit dans le village de Kabirizi (province de l'Ouest), livre des fruits et légumes en RDC. «Avec les Congolaises, nous nous sentons comme des

sœurs, des camarades, parce que nous avons quelque chose en commun, le commerce, qui nous unit. Là-bas, je ne suis pas vue comme une Rwandaise, mais simplement comme l'une de leurs clientes.»

Dans un entrepôt non loin du marché couvert de Bukavu, de grands sacs d'oignons violets viennent justement d'arriver du Rwanda. La course est aussitôt lancée: dans une ambiance bon enfant, les commerçantes congolaises se précipitent sur les condiments, à la recherche des plus beaux. Regroupées en coopérative, elles ont effectué une commande en gros, leur permettant d'obtenir de meilleurs prix.

Cohésion et joie

Dans l'entrepôt, les commerçantes rwandaises viennent participer aux travaux communautaires, tels que le nettoyage. «Puisqu'elles déposent leur marchandise ici, elles ont tout intérêt à ce que le lieu soit bien organisé. Ces travaux créent de la cohésion mais aussi de la joie», se félicite Pascaline Safari. Laquelle s'entretient régulièrement avec ses collègues des plateformes burundaise et rwandaise «pour parler des quantités et de la qualité des produits, des droits de douane à la frontière ou des changements décrétés par les gouvernements en lien avec nos affaires».

Pour assurer le développement des affaires également, des cours d'éducation financière, réunissant des commerçantes des trois pays, sont organisés. Cynthia, marchande de poisson burundaise qui vit à la périphérie de Bujumbura, a participé à l'un d'entre eux: «Désormais, je sais ce qui entre et ce qui sort. Je note chaque dépense dans un cahier. Avant, je n'avais aucune notion de comptabilité», raconte la jeune femme qui se lève très tôt chaque matin pour rencontrer les pêcheurs puis apporter les poissons aux Congolaises à la frontière. «Aujourd'hui, je suis aussi capable d'épargner. Je ne vais plus me coucher sans n'avoir pu donner à man-

ger à mes enfants», se réjouit-elle. Autre source de fierté: «Je participe autant que mon mari au budget de la famille. Je suis ravie de cette émancipation.» ■

PAIX DANS LES FAMILLES

Le projet Cross Border Trade for Peace inclut également les hommes. Ceux-ci sont sensibilisés à la masculinité positive, approche par laquelle ils soutiennent l'autonomisation de leurs épouses et luttent contre les violences à l'égard des femmes. Jean-Luc, Burundais marié à Janine, vendeuse d'amarante verte, a appris «l'humilité»: «Je frappais très souvent ma femme auparavant. J'étais violent. Je me considérais comme le chef de la famille et ne comprenais pas que ma femme puisse jouir des mêmes libertés que moi. Je sais désormais que hommes et femmes ont les mêmes droits. Devenu son premier supporter, je l'aide à vendre la marchandise en RDC», raconte le jeune homme. «Avant, j'allais seule à la frontière et ne pouvais lui dire que j'allais travailler. Car il craignait que je lui sois infidèle. Aujourd'hui, je partage avec lui ce que je fais, et il a changé son comportement. Je suis tellement contente», confie Janine, avec un grand sourire dans les yeux. Jean-Claude, Burundais lui aussi, marié à Rose qui vend de la pâte de manioc et des bananes, a changé également: «Je participe aux tâches à la maison: repas, lessive, coucher des enfants. Au début, je considérais ces activités comme des travaux forcés. Je les effectue désormais avec bon cœur et n'attends plus que ma femme revienne du Congo pour qu'elle fasse tout. J'ai appris qu'il y avait deux responsables dans la famille.»

Dans la bonne humeur, les commerçantes congolaises sont en quête des plus beaux oignons, arrivés tout juste du Rwanda.

© Zélie Schaller

JUSTICE DE PROXIMITÉ, AU FÉMININ

Pour régler les différends locaux, le Rwanda a mis en place des comités de médiation fondés sur des pratiques de conciliation séculaires. Ces organes règlent un grand nombre de conflits avant la saisine des tribunaux. Les femmes y développent des compétences toujours plus reconnues.

(zs) Intègres, et disant la vérité. Ainsi sont perçues les femmes *abunzi* au Rwanda. *Abunzi* signifie « médiateur » en kinyarwanda. Chaque district du pays compte des comités de médiation, composés d'hommes et de femmes élus. Un mécanisme de justice informelle inscrit dans la Constitution qui poursuit une tradition plus ancienne.

Après le génocide en 1994 qui a coûté la vie à près d'un million de personnes, les institutions – tribunaux, police, prisons – ne fonctionnaient plus. Leur personnel était décimé ou exilé, leurs bâtiments pillés. Des milliers de prévenus étaient entassés dans des prisons, en attente de procès. Devant l'impossibilité d'une justice rapide, le gouvernement a alors décidé de réinstaurer une pratique ancestrale appelée *gacaca*, à prononcer « gatchacha ». *Gacaca* signifie « herbe douce », soit l'endroit où l'on se réunit. La procédure est participative : la population est à la fois témoin, juge et partie.

Enracinés dans une coutume de négociation, ces tribunaux communau-

taires avaient pour objectifs de dévoiler la vérité, d'accélérer les procès et de permettre la réconciliation du peuple rwandais. Ils ont été fermés en 2012. Pour régler les litiges civils, tels que les différends fonciers, les problèmes conjugaux ou les disputes d'héritage, les *abunzi* ont, eux, été instaurés en 2003. « Toujours actifs, ils allègent la tâche des tribunaux et contribuent au vivre ensemble », relève Dominique Habimana, responsable du programme Gouvernance à la DDC.

Élues au comité des *abunzi* par leur communauté, car réputées pour leur intégrité, Kampire et Domina ont suivi la formation dispensée par le programme pour développer leurs capacités. Les cours abordent plusieurs thèmes : le code de conduite des *abunzi* et leurs compétences, les techniques de médiation ou encore l'utilisation des différentes lois par exemple. Les deux femmes, qui vivent dans le district de Karongi à l'ouest du pays, ont renforcé leur confiance en elles et gagné celle de la communauté, et des hommes en particulier. « Puisque nous avons contribué à la résolution de conflits, les hommes sont maintenant convaincus que nous en sommes capables. Ils ont changé leur

perception et nous ne sommes plus discriminées », se félicite Domina. Kampire acquiesce avec un large sourire.

Au-delà de leur mandat, les deux Rwandaises désamorcent les conflits également dans les familles. Reconnues pour leurs compétences, elles sont régulièrement appelées pour des conseils. Leur motivation ? « Contribuer à la cohésion sociale et à la paix du pays. » ■

COMMENT FONCTIONNENT LES COMITÉS DES ABUNZI

Les *abunzi* opèrent à deux niveaux : celui de la cellule en première instance et celui du secteur en cas de recours. Au Rwanda, la cellule représente le premier échelon administratif, le secteur le deuxième avant le district. Le comité des *abunzi* est composé de sept personnes bénévoles, élues par les conseils de la cellule et du secteur pour un mandat renouvelable de cinq ans. Les litiges sont enregistrés par le secrétaire exécutif de la cellule, qui les transmet au comité. Convoquées à une audition, les parties choisissent chacune un *abunzi* pour régler leur différend. Les deux *abunzi* retenus en désignent un troisième. Les quatre restants peuvent participer à la médiation, mais sans pouvoir de décision. Les trois *abunzi* écoutent les parties ainsi que les témoins. S'il y a réconciliation, la procédure est close. Dans le cas contraire, une décision conforme aux lois est rendue. Les parties peuvent faire appel au niveau du secteur. Les *abunzi* ne traitent que des affaires civiles, et non pénales. La plupart des différends sont liés aux terres, au bétail, à la succession ou à des problèmes familiaux.

Les femmes sont toujours plus reconnues pour leurs compétences dans la médiation des conflits.

© Zélie Schaller



FAITS ET CHIFFRES

Quatre pays

Les États qui bordent les Grands Lacs d'Afrique de l'Est sont le Burundi, l'Ouganda, la République démocratique du Congo et le Rwanda. La DDC n'est pas présente en Ouganda.



Actes planifiés

Les violences sexuelles dans la région sont endémiques. En RDC, la presse, les ONG et des scientifiques évaluent à « des dizaines de milliers » le nombre de victimes de viols depuis la fin des années 1990. Mais, malgré l'ampleur du problème, il n'existe pas d'estimations fiables et représentatives au niveau national. « Quand, dans la même nuit, entre 200 et 300 femmes sont violées dans un village, c'est qu'il y a eu planification », selon le médecin gynécologue congolais et prix Nobel de la paix 2018 Denis Mukwege.

Dix lacs

La région des Grands Lacs africains constitue un espace géographique commun, défini par la vallée du Rift. Elle possède dix lacs, dont les principaux sont le lac Victoria, deuxième lac d'eau douce du monde en superficie, et le lac Tanganyika, le premier en profondeur : son fond est situé à quelque 700 mètres en dessous du niveau de la mer.



Biodiversité

La région des Grands Lacs africains recèle une biodiversité exceptionnelle. Le Burundi, la RDC et le Rwanda possèdent de nombreux parcs nationaux et réserves naturelles. Au Burundi, le parc national de la Ruvubu compte 44 espèces de mammifères, parmi lesquelles des hippopotames, des buffles, des phacochères, des chacals, des panthères, des primates et d'innombrables oiseaux. En RDC, le parc national des Virunga constitue la zone protégée la plus riche en biodiversité d'Afrique. Il abrite plus d'un millier d'espèces de mammifères, d'oiseaux, de reptiles et d'amphibiens ainsi qu'un tiers des gorilles de montagne menacés d'extinction à travers le monde. Au Rwanda, dans le parc national de l'Akagera, des rhinocéros et des lions ont été réintroduits ces dernières années.



Faible PIB

Le Burundi, la RDC et le Rwanda comptent parmi les pays affichant le plus faible produit intérieur brut (PIB) par habitante/ habitant dans le monde. Le Burundi est le plus démuné de la planète, avec un PIB de 269 dollars par habitant/habitante en 2022. Les trois États se situent dans le dernier quart de l'indice du développement humain de l'ONU (191 pays) : le Burundi occupe la 187^e place, la RDC la 179^e et le Rwanda la 165^e.



Sources et liens

Banque mondiale
Vue d'ensemble de chacun des pays.
www.banquemondiale.org
(recherche: Burundi, RDC, Rwanda)

Unesco
Chiffres concernant l'alphabétisation.
www.unesco.org
(recherche: Burundi, RDC, Rwanda)

Statista
Classement des 21 pays les plus pauvres du monde 2022.
<https://fr.statista.com>
(recherche: pauvres)

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Indicateur des inégalités de genre.
<https://hdr.undp.org>
(recherche: data center/thematic composite indices/gender indices/explore GII)



nouvelle série Glo 99
Avec emballages pratiques 50% de tomates
90 JOURS de conservation

BEVÉZ
GREATNESS

RETOUR AUX SOURCES

Pays d'Afrique de l'Ouest, le Bénin est considéré comme le berceau du vaudou. Officiellement, près de 12 % des treize millions de Béninoises et Béninois s'en réclament aujourd'hui. Longtemps, le culte était considéré comme démodé et arriéré. Aujourd'hui, les jeunes se montrent de plus en plus curieux de la religion de leurs ancêtres.

Texte : Katrin Gänslér

Yesin Olachodjioulou, 16 ans, tend de l'huile de palme rouge à son père, Lamidi Lachodjioulou. Des coupelles remplies de poudre blanche et de farine de maïs sont déjà posées devant lui sur le sol. Le jeune homme brandit alors un maigre poulet qu'il tient par les pattes. Père et fils sont assis sur une natte, dans la pénombre. La nuit est tombée sur Adjarra, un village au nord de Porto-Novo, la capitale du Bénin. Dehors, le chant des grillons. Dans l'autre moitié de la pièce, de grandes statues de bois sombre paraissent fixer les deux hommes. Sur certaines, on a collé des plumes ou des cauris. D'autres ont été arrosées d'huile d'un jaune rougeâtre. Devant Yesin et son père, des bouteilles d'eau-de-vie artisanale. Lamidi Lachodjioulou est prêtre vaudou. Nous nous trouvons devant son reliquaire.

Les statues symbolisent différentes divinités vaudoues. C'est au Bénin que la religion est la plus fortement répandue. En langue fon, parlée essentiellement dans les régions côtières, vaudou signifie esprit ou divinité. Le culte en compte plus de 300, dont beaucoup ont des tâches précises, comme les saints dans l'Église catholique. Le dieu de la variole, Sakpata, protège des maladies.

Les femmes qui ne parviennent pas à tomber enceintes s'adressent à la déesse de l'eau, Mami Wata. Le culte vaudou se caractérise par son sens pratique. En échange de leurs prières concrètes, les fidèles attendent des réponses rapides et pragmatiques.

Peu de sources écrites

Pourtant, de plus en plus, les anciens savoirs tombent dans l'oubli. Contrairement au christianisme ou à l'islam, le vaudou connaît très peu de sources écrites. Les interprétations varient d'un village à l'autre. Seules les personnes initiées peuvent se faire une réelle idée du culte, ce qui suppose d'acquérir des connaissances, de vivre des rituels et de prendre part à des cérémonies sur une longue période. Mais cette expérience ne peut justement pas être partagée avec des personnes non initiées.

Yesin observe attentivement son père. L'oracle Fâ, consulté pour les questions importantes de la vie, a tranché: il succédera à son père. Yesin en est fier. Il n'en a toutefois rien dit à ses amis. « Ils auraient peur de moi et m'éviteraient », commente-t-il. Les pratiquantes et pratiquants du vaudou insistent sur ce point: le culte ne saurait nuire à qui que ce soit. Pourtant, nombreuses sont les personnes qui voient les choses d'un autre œil. De nos jours, on met encore une maladie ou un accident non pas sur le compte d'une défaillance humaine ou technique, par exemple, mais de ma-

nifestations surnaturelles ou du non-respect de règles ou de prescriptions.

Un jour, Yesin sera prêtre vaudou lui aussi, contre le vœu de sa mère. Une partie de sa famille est musulmane. C'est aussi le cas de la grand-mère, chez qui le jeune homme a grandi. Personne, cependant, n'a osé s'opposer à l'oracle Fâ. Et le père a eu le dernier mot.

NOUVEAU SENTIMENT D'APPARTENANCE

Plus que tout autre pays d'Afrique de l'Ouest, le Bénin se penche aujourd'hui sur son passé de colonie. La restitution par la France en novembre 2021 de 26 objets volés par les troupes françaises dans les palais d'Abomey lors de la seconde guerre du Dahomey, entre 1892 et 1894, n'est pas étrangère à cette prise de conscience. Trônes, sceptres et statues ont déjà été exposés deux fois, suscitant un nouveau sentiment d'appartenance. Deux statues ont également été inaugurées. Haute de 30 mètres, l'Amazone est un hommage à l'armée de guerrières dont disposait autrefois le royaume du Dahomey. La statue de Bio Guéra, un cavalier de sept mètres de haut, se dresse à l'aéroport, rappelant la mémoire de celui qui mourut en 1916 après avoir combattu l'armée coloniale française.

Le marché Dantokpa de Cotonou, la capitale économique du Bénin, est le plus grand d'Afrique de l'Ouest.

© Marta Sarlo/Contrasto/laif

Concentré, Lamidi Lachodjioulou mélange les ingrédients en une pâte épaisse, forme de petits tas qu'il dispose sur une natte de raphia. Il ajoute des plumes, roule la natte, l'entoure d'un morceau de tissu et y attache le poulet. Le prêtre touche le rouleau du front et des lèvres. Toutes les personnes présentes doivent l'imiter. L'offrande est prête. Elle sera portée à deux heures du matin à un croisement à quelques kilomètres de là. Un cadeau destiné à susciter la bienveillance de plusieurs divinités.

Dans l'assistance, une seule personne se détourne dès que possible: Chéfikou Olachodjioulou. À 20 ans, le fils aîné du prêtre ne veut rien entendre de la vieille religion de son père. À contrecœur, il lui tend ustensiles et ingrédients. «Je suis musulman et m'intéresse tout au plus

à l'aspect thérapeutique», lance-t-il. Le culte vaudou englobe la connaissance de plantes médicinales, à la base, par exemple, de potions contre la malaria, les maux de tête ou les maladies de la peau.

Un pays stable, mais pauvre

Le nombre de personnes se qualifiant officiellement de pratiquantes et pratiquants du vaudou baisse depuis des années, surtout au profit des églises évangéliques et pentecôtistes. Longtemps, le culte vaudou était perçu comme arriéré, démodé. Les jeunes gens en particulier, baccalauréat ou diplôme universitaire en poche, ne souhaitent pas être associés à une religion coutumière des sacrifices de chèvres et dont on disait, à tort (les productions hollywoodiennes

n'y sont pas pour rien), que ses adeptes jetaient des sorts au moyen de poupées d'envoûtement.

Le Bénin compte plus de treize millions d'habitantes et d'habitants. Selon l'indice de développement humain, le pays occupe la 166^e place sur 191. Le taux de pauvreté national avoisine 40%. La population béninoise augmente de plus de 3% par an, l'un des taux de croissance les plus élevés du monde. Au début de l'année, le gouvernement de Patrice Talon, au pouvoir depuis 2016, a relevé de 30% le salaire minimum, qui s'établit désormais à 52000 francs CFA (79,5 francs suisses). Reste qu'un seul litre d'essence coûte déjà un franc. Le Bénin est considéré à ce jour comme politiquement stable. Le président et son gouvernement se sont aussi donné pour objectif d'améliorer la réputation



du culte vaudou. Sur la plage de Ouidah, à 40 kilomètres à l'ouest de la métropole économique Cotonou, une foule occupe les tribunes disposées autour de la place préparée pour la fête. Parmi les nombreux spectateurs et spectatrices, des représentants et représentantes de la vie politique, du monde économique et du corps diplomatique, mais aussi des centaines de touristes. Jamais le 10 janvier n'a été autant célébré qu'après les deux ans de pause dus à la pandémie de Covid-19. En 1997, l'Assemblée nationale l'avait institué jour de fête officiel des religions indigènes, mettant le vaudou sur un pied d'égalité avec le christianisme et l'islam. Selon Jean-Michel Abimbola, ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts, le Bénin est appelé à devenir la Mecque tant des personnes pratiquant le vaudou que des curieuses et curieux.

Connaître ses racines et sa culture

Dans le public figurent des Béninoises et Béninois qui n'avaient jamais eu de contact avec le vaudou. Lors de la manifestation, des groupes arrivés des quatre coins du pays et vêtus de costumes magnifiques représentent différentes divinités. Chrétienne, Kémy Babayegbe est venue pour en savoir plus sur la religion de ses ancêtres: «Ça me plaît bien», déclare-t-elle.

Aujourd'hui, beaucoup de personnes ont peur de la religion, relève Georgette Singbe. Chargée du management culturel de la Villa Karo à Grand-Popo, une ville proche de la frontière togolaise, elle a mis sur pied une exposition permanente consacrée à Mami Wata. Désacralisées, les statues de bois, d'argile et

de pierre exposées n'ont plus de fonction religieuse. Pourtant, il arrive que des chrétiennes et chrétiens n'osent pas visiter l'exposition. Cette peur, c'est aussi, explique-t-elle, tout un savoir sur notre propre histoire et nos traditions qui disparaît: «Ici, nous sommes prompts à croire en ce qui nous vient d'ailleurs – en cela, nous avons réellement perdu nos repères. En tant qu'Africaines et Africains, nous nous devons de connaître nos racines, notre culture.» Ramener le vaudou dans l'espace public fait partie de cette démarche.

Le film *The Woman King*, consacré à l'armée de guerrières de l'ancien royaume du Dahomey, ainsi que la restitution d'œuvres d'art par la France ont aussi contribué à un regain d'intérêt de la population béninoise pour son histoire. Viennent s'y ajouter le débat sur le passé colonial et une critique accrue de l'ancienne puissance coloniale, des relations commerciales inégales et de la difficulté à obtenir un simple visa pour un pays européen.

À Adjarra, Chéfikou Olachodjioulou rêve d'Amérique. Après avoir abandonné ses études dans le domaine de la construction et de la gestion des bâtiments, le fils aîné du prêtre vaudou voudrait se défaire au plus vite de l'héritage du passé et tenter sa chance aux États-Unis. S'il ne sait pas encore ce qu'il aimerait y faire, il ne voit pas d'avenir dans ce village et son cortège de vieilles coutumes.

Plus jeune de quatre ans, son frère a les yeux brillants quand il songe qu'il sera prêtre vaudou. Après le baccalauréat, il entend faire des études et fonder des écoles dans toute l'Afrique de l'Ouest. «Je voudrais former des prêtres de Fâ, des gens capables d'interpréter l'oracle», dit-il avec assurance. Ainsi, la religion du passé retrouvera un avenir. ■

* *Katrin Gänslér vit en Afrique de l'Ouest depuis 2010. Elle est correspondante, reporter et autrice pour différents médias germanophones.*

Un défilé pour la tradition et la religion : la capitale Porto-Novo accueille depuis 2017 le festival international FIP.

© Katrin Gänslér

LE BÉNIN EN BREF

Nom

République du Bénin

Capitale

Porto-Novo

Population

Treize millions, dont environ la moitié est urbaine

Ethnies

Fon (38,4%)
Adja (15,1%)
Yoruba (12%)
Bariba (9,6%)
Fulani (8,6%)
Ottamari (6,1%)
Autres (10,2%)

Langues

Français (langue officielle).
Le fon et le yoruba sont les principales langues indigènes dans le sud du pays. Il existe une demi-douzaine d'autres idiomes importants, pratiqués dans le nord.

Répartition par âge

0-25 ans : 66%
25-54 ans : 28,5%
55-64 ans : 3,1%
65 ans et plus : 2,4%



Sur le terrain avec ...

ISABELLE DO RÉGO ATINDÉHOU

ASSISTANTE DE DIRECTION ET ASSISTANTE CONSULAIRE AUPRÈS DU BUREAU DE COOPÉRATION DE COTONOU

Propos recueillis par Luca Beti

J'habite à une dizaine de minutes du Bureau de coopération, ce qui me permet de concilier mes obligations professionnelles et familiales. Je suis mère de deux enfants: une fille de 8 ans et un garçon de 13 ans. Le début de ma journée ressemble donc à celui de la plupart des familles. Je me lève tôt et m'occupe des enfants: je veille à ce qu'ils prennent leur petit-déjeuner, soient bien habillés, emportent leur goûter et n'oublient rien. Après les avoir envoyés à l'école, qui

le cadre de ma fonction d'assistante consulaire, j'apporte un soutien aux ressortissants et ressortissantes suisses qui souhaitent établir leur domicile au Bénin ou s'y installer temporairement. Je leur fournis des informations sur divers sujets, comme le regroupement familial ou le mariage. Je réponds également aux questions des Béninoises et Béninois qui me demandent conseil sur l'obtention d'un visa, la légalisation d'un diplôme ou l'inscription dans une université en Suisse.

Mes journées au bureau sont chargées et, à mon retour à la maison, ce sont les tâches domestiques qui m'attendent. À la fin de la semaine, je suis épuisée. Les week-ends, j'aime aller à la plage avec les enfants, qui adorent se baigner dans la mer, ou je me détends en faisant du yoga. De la Suisse, je connais Berne, où je me suis rendue il y a quelques années, mais aussi la raclette, un plat que j'aime beaucoup et que nous avons l'habitude de manger au bureau les jours de Fête nationale en Suisse et au Bénin. Dans les régions situées près de la frontière nord du pays, où la DDC concentre ses activités, le Bénin fait face à une insécurité croissante. Cette situation est due aux incursions de groupes djihadistes armés provenant du Burkina Faso, du Niger et du Nigéria. Une menace terroriste qui s'ajoute à une fragilité chronique caractérisée par un taux de pauvreté élevé, une forte pression démographique, des conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs, sans oublier les conséquences du réchauffement climatique.

En tant qu'assistante de direction, je ne suis pas personnellement les projets, mais je connais très bien la situation sur le terrain grâce aux comptes rendus des responsables de programmes.

Par exemple, la DDC soutient un projet qui vise à améliorer la qualité de l'éducation. Le système scolaire béninois est défaillant à différents niveaux. La pénurie d'enseignantes et enseignants bien formés, le manque de supports didactiques ou encore l'absence d'un programme pédagogique unifié sont quelques-uns des problèmes auquel il est confronté. Un autre projet aide les petites exploitations agricoles via un fonds national de développement. Le but est d'augmenter les investissements publics et privés dans les filières agro-pastorales pour accroître la production alimentaire, renforcer la sécurité alimentaire et créer des emplois à destination des jeunes. ■



© DDC

se trouve à quelques pas de la maison, je prends la voiture pour aller au travail. Le fait de savoir qu'en cas d'urgence je peux rejoindre ma famille en quelques minutes me tranquillise.

Au travail, j'occupe deux fonctions: celle d'assistante consulaire et celle d'assistante de direction. Dans ce dernier rôle, j'épauler la directrice dans la gestion quotidienne de son agenda et accomplis diverses tâches administratives. Je m'occupe de l'organisation des rendez-vous, des réunions et des événements qui ont lieu au bureau et en dehors. Je suis en outre responsable de la boîte électronique du bureau ainsi que de la rédaction des procès-verbaux des rencontres hebdomadaires et mensuelles. Dans

FORTES INÉGALITÉS

La Suisse est présente au Bénin depuis plus de quarante ans. Tout a commencé en 1981 avec la signature d'un accord de coopération avec la DDC. Les priorités du nouveau programme de coopération 2022-2025 sont le développement économique et rural, l'éducation de base, la formation professionnelle ainsi que la bonne gouvernance. La DDC concentre son action dans les départements frontaliers du Borgou, de l'Alibori, de l'Atacora et de la Donga, situés dans le nord du pays. L'économie béninoise s'articule principalement autour de l'agriculture, notamment du coton, et des activités commerciales liées au port de Cotonou. Si le Bénin a quitté en 2020 le cercle des 25 pays les plus pauvres du monde, les inégalités y demeurent néanmoins fortes. L'État fait face à une insécurité croissante, surtout dans les zones frontalières avec le Niger et le Burkina Faso.

Voix du ... Bénin

RÉDEMPTION

«Es-tu sûre de n'avoir pas causé la mort de ton mari? Le vaudou ne pardonne pas l'infidélité de la femme. Il punit le mari laxiste de mort brutale. Parle ou nous allons te vider de la maison de mon frère.» La voix de Tangninon, sa belle-sœur, résonnait encore dans les pensées de Hoonon, assise sur son lit. Le récent décès de son mari était pour elle le coup de grâce asséné par le destin. «À quand donc la fin de ces épreuves? Quand pourrai-je reprendre ma vie en main?», se répétait la jeune femme épuisée alors que son esprit voguait vers sa boutique.



AKPÉ CAROLE ANNE-LISE LOKOSOU est une comédienne, danseuse et vocaliste béninoise. Elle préside l'association culturelle Reines d'Afrique, qui propose des formations formelles et informelles aux arts de la scène ainsi qu'à l'audiovisuel. Les sessions s'adressent essentiellement aux femmes, aux jeunes et aux enfants. La quadragénaire lutte contre les violences à l'encontre des femmes et les différentes formes de stigmatisation. Elle promeut l'alphabétisation et les activités socioculturelles. Selon elle, le développement béninois et africain sera culturel ou ne sera pas.

Commerçante de pagnes au marché le plus réputé de Cotonou, Hoonon, qui jadis se prénommaït Djiman, apprit le métier auprès de Fênou, sa tutrice. Son vif sens des affaires lui fit rapidement gravir les échelons et, à trente ans, Djiman était déjà une riche et joviale commerçante. Son bonheur était cependant incomplet, car, bien que mariée à un jeune instituteur, elle ne connaissait pas les joies de la maternité. Pour préserver son foyer, elle fit le tour des marabouts, pasteurs et gynécologues. Au bout de plusieurs années de mixtures ingurgitées et de millions de francs CFA investis, Djiman eut enfin une grossesse gémellaire. Le couple célébra pompeusement l'avènement des jumeaux dont les rituels coûtèrent une fortune. Djiman, devenue Hoonon, ou mère de jumeaux, était trop heureuse pour compter l'argent. Ses enfants-dieux la portaient au rang de reine. Ne devenait pas Hoonon qui voulait, mais qui pouvait.

Au fil des jours, elle se rendit compte de ses difficultés à retrouver son équilibre financier. Son inquiétude s'accrut quand son mari perdit son emploi. Brave épouse, elle le soutint du mieux qu'elle put, réprimant sa peur face à son capital commercial qui fondait comme neige au soleil. Elle renfloua chaque jour secrètement les poches de son homme en se convainquant que tout irait mieux dès qu'il retrouverait du travail. Malheureusement, le destin ne fut pas si clémente. Un matin de malheur, l'époux chômeur, submergé par les soucis, finit la course de sa vie sur l'asphalte de la place de l'Étoile Rouge. Sa mort plongea son épouse dans un véritable état de choc.

Comme si sa douleur n'était pas assez forte, voici que s'y ajoutaient les accusations sans fondement de Tangninon. Hoonon n'avait pas peur des menaces

de sa belle-sœur. Elle était propriétaire de la maison qu'elle habitait, mais le couple avait choisi de n'en rien dire pour préserver la dignité du père de famille. Tangninon ne pouvait pas la chasser. Son réel souci était la reprise de son commerce, qui lui assurerait une protection financière. L'obtention d'un nouveau prêt devenait vitale pour elle et le processus de la banque serait trop long.

Perdue dans ses pensées, la jeune femme mit un temps à voir le nouveau message vocal sur son téléphone. Elle l'ouvrit et la voix de Sèna, présidente de l'association de femmes commerçantes dont elle est membre, emplît l'espace: «Hoonon, j'espère que tu vas bien. Écoute, je viens de te faire un dépôt de cinq millions à la banque. Comme il est de coutume au sein de notre association, nous te devons une subvention surprise pour te soutenir dans ces moments difficiles. Elle est de deux millions. Les trois autres millions constituent un prêt à rembourser sur trois ans. Reviens-nous vite au marché. Tu nous manques. Bissous.»

Hoonon écouta plusieurs fois le message et fondit en larmes de joie. Ses consœurs venaient de lui sauver la vie. Elle reprendra son commerce et échappera à la dépression persistante de son veuvage. Le cœur empli de gratitude, elle adressa, avant de se coucher, une prière secrète à l'endroit des femmes fondatrices d'associations féminines, véritables creusets de solidarité et de sororité efficaces. Grâce à ces amazones, demain sera beau. Et puis ne dit-on pas que ce que femme veut, Dieu veut? ■



+93(0)777 26 7000
www.BashirNavid.com

پنجاب
کونسل
کراچی

CHANGEMENT DE PARADIGME

Les acteurs locaux devraient avoir un plus grand pouvoir de décision. En tant que coprésidente d'un groupe de travail international, la Suisse contribue à cette évolution.

Texte : Samanta Siegfried

«Aujourd'hui, nous avons adopté une charte révolutionnaire qui place les plus vulnérables au cœur des décisions humanitaires», déclarait Ban Ki-moon, alors Secrétaire général de l'ONU, à l'issue du premier Sommet humanitaire mondial en 2016 à Istanbul. Il parlait du Grand compromis dans le cadre duquel les pays donateurs, les agences des Nations Unies et les ONG se sont accordées sur différents engagements volontaires.

La localisation de l'aide humanitaire figure en tête de liste. Il s'agit de renforcer les acteurs locaux dans les pays touchés par des catastrophes et des crises, en les faisant participer davantage à la planification et à la mise en œuvre de mesures à prendre. Concrètement, 25% des fonds alloués doivent être directement versés à des organisations nationales ou locales.

Transfert de pouvoir

«Les acteurs locaux sont présents avant que la crise ne se déclare et le restent une fois la phase aiguë passée», explique Simone Droz, responsable du partenariat institutionnel avec le Bureau des Nations Unies pour la coordination des

affaires humanitaires (OCHA) à la DDC. «Ils connaissent mieux que quiconque les besoins des populations concernées et ont accès à des zones qui restent parfois fermées aux organisations internationales», ajoute-t-elle. Ce sont donc les mieux placés pour fournir une aide adaptée aux réalités locales. Les crises qui se superposent, comme la pandémie de Covid-19, la guerre et le changement climatique, confèrent à ce concept un caractère d'urgence.

La Suisse pionnière

Avec le Grand compromis, qui en est actuellement à son deuxième tour et qui compte désormais 63 signataires, un vaste projet de réforme a été lancé. Simone Droz n'y voit rien de moins qu'un changement de paradigme: «Les acteurs locaux doivent gagner en pouvoir d'action et s'éloigner du rôle de partenaires passifs se limitant à mettre en œuvre des projets conçus par les bailleurs de fonds occidentaux.»

Les Fonds de financement commun pour les pays (Country-based Pooled Funds, CBPF) sont l'un des instruments devant permettre d'avancer dans cette direction. Au nombre d'une vingtaine, ils sont gérés en premier lieu par OCHA. À travers eux, les pays donateurs internationaux mettent des moyens à disposition de différents pays bénéficiaires. Les fonds, qui ne sont pas affectés à un but précis, sont transférés aux acteurs internationaux, nationaux et locaux qui peuvent apporter l'aide la plus efficace dans les contextes concernés. Cela

permet de faire appel à des acteurs qui n'étaient jusque-là pas sur le radar de la communauté internationale.

La charge bureaucratique reste faible pour les pays donateurs qui contribuent aux fonds. L'an passé, la Suisse y a participé à hauteur de quelque 55 millions de dollars dans seize pays. L'exemple le plus récent est celui des tremblements de terre dévastateurs de février dernier en Syrie et en Turquie, à la suite desquels la

LA LOCALISATION ET LA SUISSE

L'an dernier, la Suisse a largement encouragé les acteurs humanitaires internationaux à collaborer davantage avec les organisations locales. Ainsi, celles-ci doivent à l'avenir prendre part aux comités de pilotage des projets et recevoir une part équitable des frais généraux de personnel et des frais fixes, au même titre que les organisations internationales. Ce sont en outre leurs priorités qui doivent être mises au premier plan et non celles des pays donateurs. Le financement direct reste un défi: à l'échelle mondiale, seule une fraction des fonds est versée directement aux acteurs locaux des pays concernés. L'an passé, la Suisse n'a alloué que 4% du budget de l'aide humanitaire directement aux ONG locales, au lieu des 25% visés par le Grand compromis. Ce chiffre ne comprend pas les fonds accordés aux acteurs locaux par le biais d'une organisation internationale, ce qui augmenterait considérablement la proportion.

Distribution d'aide humanitaire à Mazar-i-Sharif, quatrième ville d'Afghanistan, en décembre 2021.

© Kawa Basharat/Xinhua/eyevine/laif

L'EXEMPLE DU FONDS POUR LE MYANMAR

Depuis la prise de pouvoir par l'armée au Myanmar, la situation humanitaire s'est dramatiquement détériorée. En 2021, le nombre de personnes nécessitant une aide vitale a dépassé les trois millions. Cette année, les pays donateurs ont versé un total de 21 millions de dollars au Fonds pour le Myanmar, dont 32 % directement aux ONG nationales. Ce soutien visait à renforcer le rôle des organisations de la société civile et ainsi améliorer l'accès aux groupes de population les plus vulnérables, comme les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Le fonds a par exemple soutenu l'ONG nationale Global Family, qui a mis en place quatre centres d'apprentissage temporaires pour les élèves déplacés et distribué du matériel d'apprentissage. Ces derniers ont par ailleurs reçu des compléments multivitaminés et de l'huile de poisson. Elles et ils ont été sensibilisés aux abus sur les enfants, à la traite des êtres humains et aux dangers des mines. Des enseignantes volontaires ont également été engagées dans les écoles.

Source : CBPF Annual Report 2021 Myanmar

Suisse a alloué un total de trois millions de francs au Fonds humanitaire syrien et au Syria Cross-border Humanitarian Fund.

Depuis juillet 2022, la Suisse assure la coprésidence d'un groupe de travail international chargé de définir l'orientation stratégique des CBPF et de réunir les partenaires des différents pays. « Cette année, nous voulons aller de l'avant en matière de localisation et nous attaquer aux obstacles les plus importants », indique Simone Droz, qui coordonne le groupe.

Autodétermination et répartition judicieuse des rôles

Faire participer davantage les acteurs locaux aux discussions sur l'orientation stratégique des fonds et veiller à ce qu'ils soient entendus s'inscrivent dans ce cadre. Lors de la dernière réunion du groupe de travail à Genève, consacrée spécifiquement au thème de la localisation, quatre représentantes et représentants d'organisations locales étaient présents pour la première fois. « Donner du pouvoir aux populations locales est la seule solution durable dans une crise humanitaire », relève Mazen Fadhl

Maddi, qui a fait le voyage depuis le Yémen. À l'avenir, les bénéficiaires des CBPF devraient être nettement plus nombreux : les informations sur la façon de solliciter des fonds seront traduites dans les langues locales. « Jusqu'à présent, ce sont surtout les organisations connaissant déjà bien les mécanismes internationaux qui reçoivent des fonds », note Simone Droz. Pour y remédier, il s'agit de renforcer les capacités des acteurs locaux, notamment dans la rédaction des propositions de projet ou dans les domaines de la comptabilité et du monitoring.

Selon Pascal Richard, de la section Affaires multilatérales Aide humanitaire à la DDC, la localisation est essentiellement une question d'autodétermination et de répartition judicieuse des rôles : « Les acteurs locaux doivent être en position de participer aux décisions stratégiques et opérationnelles. » Cela suppose de très bien connaître le contexte ainsi que les partenaires locaux, et de leur faire confiance. Tant que ce n'est pas le cas, les donateurs se tourneront plus rapidement vers les organisations établies qu'ils connaissent. Il n'y a toutefois pas d'autre solution à long terme que la localisation : « Pour pouvoir répondre de manière appropriée aux multiples crises, il est nécessaire de reconnaître et soutenir les structures locales. » ■



De l'eau est apportée grâce à une charrette tirée par un âne dans un camp de personnes déplacées en raison de la sécheresse à la périphérie de Baidoa, en Somalie.

© Andrea Bruce/NYT/Redux/laif

Le 8 février 2023, des membres de la Chaîne suisse de sauvetage étaient à la recherche de personnes survivantes à Antakya.

© DFAE/Michael Fichter



Position

L'HUMAIN AU CŒUR DE NOS MISSIONS

Jeudi 9 février 2023: après de nombreuses tentatives, il est enfin possible de se parler au téléphone. La connexion, impossible auparavant, est établie avec la Chaîne de sauvetage.

Sebastian Eugster nous donne des nouvelles de la province turque de Hatay. Le chef d'équipe de la Chaîne suisse de sauvetage est en mission permanente depuis plusieurs jours pour rechercher des personnes survivantes après les séismes dévastateurs qui ont frappé la Turquie et la Syrie. Au total, 87 expertes et experts de la Chaîne suisse de sauvetage sont arrivés avec huit chiens dans la zone sinistrée, quelques heures après les tremblements de terre. Elles et ils ont immédiatement entamé leur travail intensif et dangereux, interrompu seulement par de courtes phases de repos. L'équipe est fatiguée, me dit le chef d'intervention, mais chaque personne retrouvée vivante est une motivation supplémentaire. Onze personnes ont pu être extraites des décombres par la Chaîne suisse de sauvetage avant qu'elle

ne termine sa mission, une semaine après les séismes.

Je suis fier de l'effort accompli. Il reflète les valeurs que j'associe à la coopération internationale de notre pays: un soutien efficace, un travail professionnel, une structure légère et ciblée. Mais aussi un engagement personnel important pour lutter contre la détresse et la pauvreté, conformément à notre Constitution fédérale. Ou encore la flexibilité face aux nouvelles situations et la recherche de solutions innovantes permettant d'atteindre les objectifs.

Il est important que le soutien suisse en Turquie et en Syrie ne s'arrête pas là, mais développe un effet sur la durée. Avant même que les membres de la Chaîne suisse de sauvetage ne rentrent au pays, une équipe d'intervention rapide du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) s'est rendue en Turquie. La DDC a aussi envoyé des expertes et experts à Alep, en Syrie, pour évaluer les besoins les plus urgents. Cette équipe est com-

posée de membres des représentations suisses dans la région pour pouvoir apporter une aide rapide, ciblée et efficace, y compris en Syrie, en livrant par exemple des tentes d'hiver ou en contrôlant la sécurité statique des bâtiments.

Ce sont à ces exigences que devra répondre la nouvelle stratégie de coopération internationale. Ce document constitue le cadre de notre travail pour la période 2025-2028. Ses points forts sont en cours d'élaboration. Quel que soit le contenu finalement adopté par le Conseil fédéral, une chose est sûre: la stratégie doit être efficace et professionnelle, flexible et innovante. L'aide apportée après les récents tremblements de terre a montré que cela peut fonctionner et que la Suisse peut apporter une réelle contribution. ■

*Le Conseiller fédéral Ignazio Cassis
Chef du DFAE*



AIDE JURIDIQUE DANS UNE PRÉCARITÉ EXTRÊME

La Libye est enlisée dans une crise politique depuis plus de dix ans. Pour préserver de l'exploitation les populations les plus vulnérables, la DDC soutient des juristes locaux qui les aident à défendre leurs droits.

Texte : Samuel Schlaefli

Depuis 2011 et la fin du long règne de Mouammar Kadhafi, la Libye connaît un état de crise permanent. Deux guerres civiles (en 2011, puis de 2014 à 2020) ont engendré misère et destructions. Aujourd'hui, cet État d'Afrique du Nord est miné par les divisions politiques. Dans l'ouest du pays surtout, plusieurs milices contrôlent certaines régions. Les institutions sont fragmentées, affaiblies.

Les défis quant à la reconstruction des systèmes de santé, d'éducation et d'approvisionnement en énergie sont colossaux. Au plus fort des affrontements, en juin 2020, on recensait 425 000 personnes déplacées internes. En février 2023, elles étaient encore quelque 143 000, d'après les estimations de l'Organisation internationale pour les migrations. Viennent s'y ajouter 680 000 personnes migrantes

et réfugiées, essentiellement en provenance des pays voisins (Niger, Égypte, Soudan et Tchad).

Nombre d'entre elles sont à la rue et ne bénéficient quasiment d'aucune aide de la part de l'État. Elles sont des centaines de milliers à avoir tout perdu dans la guerre ou la fuite, souvent aussi leurs papiers d'identité, certificats de naissance, attestations de mariage ou autres documents officiels. Le risque que ces populations se fassent exploiter s'avère particulièrement élevé.

Des centres communautaires à Tripoli et à Ajdabiya

Karim* a grandi en Libye. Il a étudié le droit international à l'Université de Tripoli avant d'y enseigner. Aujourd'hui,

il est l'un des douze conseillers juridiques du Community Center géré par le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) à Tripoli, dans l'ouest du pays. Le NRC est actif en Libye depuis 2017 et a initié en 2022, en collaboration avec la DDC, un projet destiné à informer gratuitement de leurs droits les popula-

Le quartier de Gizeh dans la ville portuaire libyenne de Syrte a été gravement endommagé en 2019 lors des combats pour libérer la ville de l'État islamique. Il demeure en grande partie inhabitable des années plus tard (ci-dessus). Une équipe du Norwegian Refugee Council informe les personnes vulnérables de leurs droits à Tripoli (à droite).

© Lorenzo Tugnoli/The Washington Post/laif
© NRC

tions les plus vulnérables et à leur offrir un soutien juridique. «Nos portes sont toujours ouvertes, commente Karim. En moyenne, nous conseillons 20 personnes par jour. Lors de rencontres de sensibilisation à la situation juridique, l'effectif peut doubler.» Un autre centre géré par le NRC est basé à Ajdabiya, dans l'est du pays. À Benghazi, ville portuaire, des services sont offerts via des partenaires locaux.

Karim cite un exemple du type de soutien dont la population a besoin. Récemment, une mère de deux enfants a sollicité son appui. Son mari était décédé peu de temps auparavant. Il avait légué la maison à sa famille, mais le propriétaire du terrain ne voulait rien entendre. Il soumettait la veuve à un chantage, réclamant plus d'argent et menaçant de l'expulser. Karim a d'abord exposé le cas à ses collègues et discuté avec eux de la stratégie à adopter. «Si les victimes sont d'accord, nous recherchons directement le dialogue avec la partie adverse et tentons de trouver une solution dans le cadre du système juridique libyen.»

De tels litiges relatifs au droit de propriété sont monnaie courante en Libye. Souvent, il n'existe pas de contrat écrit établissant la propriété d'un terrain ou d'une habitation, ou celui-ci a été égaré pendant la guerre. Dans ces affaires, la

solution doit être trouvée au moyen de négociations directes.

Exploitation au travail

Le travail est un autre domaine souvent concerné par les abus. «Les personnes exilées et réfugiées veulent à tout prix garder leur emploi: leur existence en dépend, souligne Karim. Malheureusement, régulièrement, les employeurs en profitent.» De manière générale, les conditions de travail sont mauvaises et les salaires inéquitables. Il est difficile de réclamer de meilleures conditions, car des contrats de travail sont rarement établis.

«À vrai dire, la Libye dispose d'une bonne législation en matière de travail, explique Karim. Mais les patrons sont nombreux à l'enfreindre et les employés ne connaissent pas leurs droits.» C'est pourquoi son équipe propose régulièrement des formations au centre communautaire pour sensibiliser employés, employeurs, ONG locales et entreprises à ce contexte juridique. Lorsque des abus ont lieu, l'équipe tente d'intervenir pour trouver un accord. Le cas échéant, elle fait appel à un avocat, qui lance une procédure formelle.

Actuellement, en Libye, l'accès aux services essentiels tels que les soins

à l'hôpital est très restreint pour les personnes qui vivent en exil. «Tout dépend d'une chose: pouvoir prouver son identité», résume Karim. Faute d'enregistrement, les enfants ne peuvent fréquenter les écoles publiques. L'équipe aide la famille à se procurer des documents d'état civil, des certificats de naissance, par exemple, qui rendent possible l'inscription à l'école. Dans les centres communautaires, le NRC offre en parallèle des cours de soutien aux enfants. Karim espère que son travail, souvent accompli dans une précarité extrême, contribuera à moyen terme à mieux protéger les droits des plus vulnérables en Libye. ■

* *Nom d'emprunt, par mesure de sécurité.*

MANŒUVRE RÉDUITE POUR LA DDC

En Libye, la DDC apporte un soutien humanitaire à la population depuis 2011. Fin 2022, on estimait à 800 000 le nombre de personnes pour qui cette aide restait vitale. Depuis 2018, les activités de la DDC en Libye sont coordonnées depuis le Bureau de coopération en Tunisie. Les collaboratrices et collaborateurs se rendent régulièrement en Libye pour suivre les projets. La situation sécuritaire est néanmoins délicate, surtout dans le sud, et le travail sur place difficile, aussi parce que la marge de manœuvre des ONG, de la société civile et des médias se révèle très réduite. Le gouvernement refuse souvent d'accorder un visa au personnel d'organisations internationales et contrôle fortement les activités de ces dernières. Le bilan en matière de droits humains est effrayant. Des rapports dénoncent depuis des années les traitements inhumains infligés aux réfugiés par les autorités et les milices. À ce jour, la Libye ne reconnaît toujours pas le statut de réfugié ni le droit à la protection qui en découle.



HARICOTS, SILOS ET COOPÉRATIVES RURALES D'ÉPARGNE

Au Honduras, dans le bassin versant du Río Goascorán, un programme de la DDC a permis d'améliorer les moyens de subsistance des familles paysannes et de réduire leur vulnérabilité aux changements climatiques. Le gouvernement veut étendre le modèle de gestion du bassin à tout le pays.

Texte : Luca Beti

La rivière Goascorán prend sa source à presque 2300 mètres dans les montagnes honduriennes et se jette 130 kilomètres plus loin, dans le Golfe de

Fonseca, qui débouche dans l'océan Pacifique. La zone du bassin versant s'étend sur une superficie de près de 2600 km², soit à peu près la même que

celle du canton du Tessin. Le climat se caractérise par de longues périodes de sécheresse en hiver et par des pluies torrentielles en été qui provoquent glissements de terrain et inondations.

Avec le réchauffement climatique, ces phénomènes météorologiques extrêmes se multiplient et l'Amérique centrale est frappée de plus en plus souvent par des ouragans dévastateurs. « Cette évolution met en évidence la vulnérabilité du bassin. La zone revêt une grande importance pour divers écosystèmes et la vie des populations », rappelle Mayra Espinoza, responsable du programme de la DDC, en poste à Tegucigalpa.

Du silo métallique au haricot Amadeus

Le programme de gestion communautaire du bassin du Río Goascorán se fonde sur une approche multidimensionnelle et multidisciplinaire. La gestion des ressources hydriques est supervisée par le Comité du bassin et 22 organismes responsables des micro-

Un agriculteur hondurien montre des plants de maïs ensilés qu'il donne à ses animaux.

© DDC



bassins. Ces instances s'occupent, sur la base d'une analyse globale, de la gestion intégrée des bassins hydrographiques, des ressources hydriques, de l'adaptation au changement climatique et de la réduction des risques de catastrophe. «Quelque 20000 familles, réparties sur dix-sept communes, bénéficient du programme», explique Mayra Espinoza. Avant de poursuivre: «Pour les aider, un instrument essentiel a été mis en place: le plan d'exploitation agricole ou *plan de finca*. Celui-ci permet d'identifier, en collaboration avec les familles et les organismes des microbassins, les mesures et les technologies susceptibles de protéger les ressources naturelles sur le moyen et le long terme.»

Le programme favorise toute une série de mesures qui doivent être mises en œuvre dans les communautés et les petites exploitations agricoles pour renforcer leur résilience et réduire leur vulnérabilité face au réchauffement planétaire. Ces mesures vont du reboisement à la plantation d'arbres productifs, en passant par la gestion des déchets solides et des systèmes de traitement des eaux usées, l'utilisation de silos métalliques pour stocker les provisions en vue de l'hiver, ou encore la diversification et la rotation des cultures. Le programme soutient également la culture de nouvelles espèces, comme les haricots de la variété Amadeus, sélectionnés pour leur excellent rendement, leur résistance aux maladies et leur capacité de s'adapter à des températures élevées. La culture de cette variété de haricot, dans laquelle 24 exploitations se sont lancées, a permis d'augmenter les récoltes et d'améliorer les conditions de vie des familles.

Microcrédits accordés par des coopératives rurales

Luciano Mejía est un petit agriculteur qui vit dans la partie supérieure du bassin du Río Goascorán. Sa ferme de 20 hectares lui permet de produire des céréales pour sa famille et d'élever des vaches laitières. Dans un plan d'explo-

tation agricole, diverses mesures ont été définies pour accroître les moyens de subsistance de la famille. «Avec le soutien du programme, j'ai pu construire une étable pour la traite de mes vaches ainsi qu'un abreuvoir», raconte Luciano Mejía. Désormais, l'éleveur cultive aussi de la luzerne, une plante qui empêche le lisier de son bétail d'atteindre la source d'eau de la communauté locale. En été, il applique la méthode d'irrigation du goutte-à-goutte et, comme il est membre de la coopérative rurale Nuevo amanecer («Nouvelle aube»), il a obtenu un crédit pour acheter un broyeur destiné à préparer l'ensilage pour son bétail.

Cohésion sociale renforcée

Non loin de l'endroit où vit Luciano Mejía, 24 femmes de la communauté Las Golondrinas («Les hirondelles») ont fondé une coopérative rurale d'épargne et de crédit avec le soutien de la DDC, qui a pour nom Esperanza del futuro. «Pour les familles paysannes, les coopératives locales sont fondamentales, car elles leur permettent d'obtenir les microcrédits que leur refusent habituellement les banques», relève Mayra Espinoza. Mais l'Esperanza del futuro est bien plus qu'une simple coopérative d'épargne et de crédit: c'est un espace de rencontre où sont organisées des activités collectives et où les femmes partagent leurs expériences et leurs connaissances. Un espace qui permet ainsi de renforcer la cohésion sociale de la communauté.

«J'ai appris à gérer des prêts, une caisse d'épargne ou encore une entreprise», explique Francis Rosibel Euceda, l'une des fondatrices de la coopérative. Ces connaissances me sont très utiles dans mon métier et m'ont permis d'améliorer la qualité du service que je fournis à ma clientèle.» Doris Suyapa Moreno, membre de la coopérative rurale, raconte pour sa part que les microcrédits lui ont permis de mettre en pratique les méthodes de conservation et d'entretien des sols qu'elle avait apprises lors des cours dispensés par les expertes et

experts du programme: «J'ai augmenté le rendement de la terre et donc la quantité de fourrage pour mes animaux, et amélioré ce faisant la qualité de vie de la famille», confie l'agricultrice.

En 2024, après quarante ans d'activité, la coopération bilatérale suisse se retirera d'Amérique latine, tandis que l'Aide humanitaire poursuivra ses activités en Amérique centrale. Le programme de gestion communautaire du bassin versant du Río Goascorán a pris fin en mars. Loué pour sa contribution à la gestion des ressources naturelles, il a été qualifié par le gouvernement hondurien de «modèle national».

Durant la phase de désengagement, plusieurs événements de clôture ont été organisés, tant au niveau communautaire qu'avec les partenaires nationaux. «L'objectif est d'assurer la capitalisation, le transfert et la durabilité des expériences positives acquises pour que celles-ci puissent être reproduites ailleurs. Il s'agit de promouvoir un désengagement responsable de la coopération bilatérale suisse du Honduras», conclut Mayra Espinoza. ■

RETRAIT D'AMÉRIQUE LATINE

La stratégie de coopération internationale suisse 2021-2024 prévoit de concentrer les efforts sur quatre régions prioritaires, notamment sur le continent africain. Dans le même temps, les activités de coopération bilatérale au développement menées par la Suisse seront progressivement supprimées en Amérique centrale (Honduras et Nicaragua), dans les Caraïbes (Cuba et Haïti) et en Amérique du Sud (Bolivie) d'ici à la fin de l'année 2024. La DDC continuera d'être présente dans la région en soutenant les organisations multilatérales et la coopération économique au développement du SECO, ainsi que la promotion de la paix, de l'État de droit et des droits humains. Elle appuiera également les programmes globaux et l'Aide humanitaire.



MOINS DE 2,15 DOLLARS PAR JOUR. LA PAUVRETÉ SE RÉSUME-T-ELLE À UN CHIFFRE ?

La pauvreté absolue correspond à un niveau de revenu nécessaire pour garantir la survie des personnes. L'an passé, la Banque mondiale a relevé le seuil en question de 1,90 à 2,15 dollars par jour. Un indicateur largement utilisé par la coopération internationale, mais controversé, tout comme le concept en tant que tel.

Texte : Samuel Schlaefli

Le seuil international de pauvreté (ou International Poverty Line, IPL) désigne le revenu minimum en deçà duquel une personne est considérée comme pauvre. Un indicateur calculé par la Banque mondiale, essentiel pour baliser les politiques de réduction de la pauvreté. L'IPL vaut pour tous les États du monde, indépendamment des monnaies et du pouvoir d'achat.

La Banque mondiale utilise une monnaie fictive unifiée – le dollar international (\$) – pour calculer les parités de pouvoir d'achat sur lesquelles s'appuie l'IPL. Un dollar international permet ainsi d'acheter la même quantité de biens partout dans le monde à un moment donné. Sa valeur nominale est calquée sur les seuils de pauvreté nationaux des 28 (anciennement 15) États les plus pauvres. Il s'agit principalement des pays d'Afrique subsaharienne, tels que le Tchad ou le Burundi.

Selon le seuil international de pauvreté établi par la Banque mondiale, le Burundi, pays enclavé d'Afrique de l'Est, compte parmi les États les plus démunis du monde en termes de revenu par habitante/habitant.

© Eva Hoerberle/Laif

En raison de la hausse des prix enregistrée ces derniers mois, le seuil de pauvreté absolue est passé de 1,90 à 2,15 \$ en septembre. Par conséquent, la pauvreté mondiale a « baissé » de 9,3 à 9,1% (par rapport à la parité de pouvoir d'achat de 2017). D'un point de vue purement mathématique, il y aurait 15 millions de personnes en moins vivant dans la pauvreté absolue.

« LA PAUVRETÉ A DIMINUÉ AU COURS DES TRENTE DERNIÈRES ANNÉES, MÊME EN CONSIDÉRANT DES SEUILS DE PAUVRETÉ PLUS ÉLEVÉS OU DES INDICATEURS SOCIAUX. »

Isabel Günther, économiste du développement EPFZ

Les valeurs de 1,90 et de 2,15 \$ se retrouvent dans des milliers d'articles de presse et de rapports des Nations Unies. L'IPL est crucial pour l'Agenda 2030 et les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. C'est cette valeur de 2,15 \$ qui détermine les avancées ou les échecs en lien avec l'ODD 1, soit l'élimination de la pauvreté absolue d'ici à 2030. « La définition de la Banque mondiale reste importante, car elle mesure

la distance qui nous sépare de l'objectif d'éliminer la pauvreté extrême au niveau international », explique Isabel Günther, professeure d'économie du développement au centre Nadel de l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ). L'IPL ne reflète que l'extrême pauvreté en termes de revenu. D'autres dimensions comme la sécurité, l'accès à la santé ou la participation à la vie publique ne sont pas prises en compte. La spécialiste juge néanmoins pertinent un indicateur basé sur le revenu ou la consommation : « Le revenu est très fortement corrélé à d'autres indicateurs de pauvreté, comme l'alimentation, l'éducation ou l'accès aux infrastructures. »

Un seuil trompeur

Cette vision unifiée et purement quantitative de la pauvreté ne fait pourtant pas l'unanimité ni les succès supposés qu'on peut en déduire. Dans son rapport final de juillet 2020, l'Australien Philip Alston, professeur de droit international, critique vivement l'approche de la Banque mondiale. Selon l'ancien rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté, la communauté internationale fait miroiter un recul de la pauvreté qui n'existe pas en réalité : « La limite est tellement basse et arbitraire

qu'elle garantit un résultat positif, permettant à l'ONU, à la Banque mondiale et aux commentateurs d'annoncer des succès trompeurs», écrit-il. En Suisse, une personne est considérée comme pauvre dès lors qu'elle gagne moins de 76 francs par jour.

Philip Alstom rappelle que la valeur fixée par la Banque mondiale a permis de proclamer de grands succès dans la lutte contre la pauvreté absolue, qui serait passée de près de 36% en 1990 (1,9 milliard de personnes) à 10% en 2015 (736 millions). Or, la personne qui «échappe» à l'extrême pauvreté en gagnant un peu plus de 1,90 \$ ne peut mener une vie digne, déclare le professeur. Un tel niveau de vie est à mille lieues des droits humains garantis par la Charte des Nations Unies.

Image incomplète

La Banque mondiale elle-même reconnaît que l'IPL est extrêmement bas et qu'il ne suffit pas pour couvrir les coûts d'une alimentation saine. Si ce dernier critère était utilisé pour définir la pauvreté absolue, ce ne sont pas 700 millions, mais trois milliards de personnes qui se trouveraient aujourd'hui en situation de pauvreté absolue. Selon Philip Alstom, les chiffres de la Banque mondiale masquent les réalités socio-économiques. L'importante réduction

de la pauvreté entre 1990 et 2015 serait surtout due à une embellie en Chine (de 750 millions à 10 millions), alors que, dans le même temps, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté aurait augmenté de 140 millions en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient.

Kristina Lanz, spécialiste en politique du développement chez Alliance Sud, qui regroupe des ONG suisses, partage les préoccupations de Philip Alstom. Et elle soulève un autre problème: «De nombreux États auxquels se réfère la Banque mondiale pour fixer l'IPL ne disposent que de très peu de ressources pour effectuer des statistiques. Celles-ci ne tiennent pas suffisamment compte des personnes les plus pauvres, qui vivent dans des régions rurales, des quartiers informels ou des bidonvilles et qui travaillent dans l'économie informelle.» Les gouvernements n'ont donc pas une image complète de la pauvreté réelle de la population. De plus, des millions de personnes n'apparaissent dans aucune statistique: «Les personnes migrantes, les aides ménagères, les sans-abri et les femmes des sociétés patriarcales: toutes ces personnes sont invisibles dans les données fondées sur des enquêtes auprès des ménages.»

Inégalités ignorées ?

La Banque mondiale a aussi été critiquée pour mettre trop l'accent sur la pauvreté et pas assez sur les inégalités. Dans les pays émergents, comme l'Inde ou le Brésil, où la pauvreté absolue a reculé, la valeur fixée par la Banque mondiale dissimule les inégalités massives de revenu, estime l'économiste du développement Andy Sumner.

Isabel Günther affirme au contraire: «Dans la science, les deux dimensions sont importantes, la pauvreté et les inégalités. Mais pour mesurer les inégalités, nous avons d'autres indicateurs.» La réduction de l'extrême pauvreté constitue un objectif incontesté. Mais dans quelle mesure faut-il réduire les inégalités? Le consensus politique sur

cette question semble difficile à trouver. Pour les indices de développement reposant sur une base plus large, celui de développement humain par exemple fondé sur deux indicateurs sociaux, l'enjeu est de savoir comment ceux-ci sont pondérés entre eux.

L'IPL reste donc un bon indicateur pour évaluer la pauvreté en termes de revenu dans le monde, observe Isabel Günther, rejetant la critique de fond formulée par Philip Alstom. À ses yeux, la tendance est claire: «La pauvreté a diminué au cours des trente dernières années, même en considérant des seuils de pauvreté plus élevés ou des indicateurs sociaux.» Mais la valeur fixée est-elle suffisamment élevée? Un débat légitime, dit-elle: «Si nous relevons le seuil à 10 \$ par jour, cela signifie que 60% de l'humanité vivent dans une pauvreté absolue.»

Selon Kristina Lanz, la pauvreté est trop complexe pour se résumer à un simple chiffre: «En politique, on aime les chiffres faciles à comprendre, notamment pour prouver l'efficacité – ou l'inefficacité – de la coopération au développement.» Elle admet qu'Alliance Sud recourt parfois aux chiffres de la Banque mondiale. «Mais nous essayons toujours de les contextualiser dans notre communication et de montrer que le débat sur la réduction de la pauvreté n'est pas si simple.» ■

UNE INVENTION DE LA BANQUE MONDIALE

En 1990, une équipe de la Banque mondiale dirigée par l'économiste Martin Ravallion, récemment décédé, a présenté un seuil de pauvreté d'un dollar international (par rapport à la parité de pouvoir d'achat de 1985). Depuis lors, cet indicateur s'est imposé auprès des Nations Unies, des banques de développement et des ONG pour comparer le niveau et l'évolution de la pauvreté dans le monde.

Carte blanche

LA CULTURE, COMME ARME DE SÉDUCTION MASSIVE

Sur les murs qui ceinturent le port de Cotonou, capitale économique du Bénin, les images se succèdent dans une explosion de formes et de couleurs. De la vie quotidienne aux grands personnages de l'histoire, des paysages idylliques aux images futuristes du pays, les dessins – figuratifs, abstraits, calligraphiques – racontent les mêmes histoires: l'épopée des hommes et des femmes saisis dans leurs labours quotidiens et leurs traditions créatives. Les artistes, venus d'horizons divers, ont pris, chacune et chacun, un pan de ce mur pour illustrer ce

Bénin de toutes les situations et audaces singulières. Que ce soient le graffeur Cyril Kongo, le peintre Julien Sinzogan ou d'autres talents émergents, toutes et tous signent des œuvres racontant l'art de vivre des Béninoises et Béninois.

Ce projet n'est qu'un exemple parmi tant d'autres que le pays met en œuvre depuis l'avènement au pouvoir en 2016 de Patrice Talon. À l'instar de Léopold Sédar Senghor au Sénégal, le président du Bénin a compris le potentiel artistique dont regorge le pays et décidé d'en faire la base de sa politique culturelle. En prenant en main ce secteur, l'État a mis en place tous les mécanismes juridiques, institutionnels et artistiques pour structurer le marché et offrir aux artistes un environnement stable, leur permettant de développer leur art et de pouvoir en vivre.

D'ailleurs, la cote de nombre de ces créatrices et créateurs a considérablement monté depuis l'exposition qui leur a été consacrée en 2022, en dialogue avec les trésors royaux ramenés de France. Après une diplomatie culturelle efficace, le Bénin a réussi à rapatrier vingt-six des œuvres que l'armée française a spoliées lors de l'expédition coloniale du 19^e siècle et que le Musée du Quai Branly à Paris a détenues pendant cent-trente ans. L'exposition, intitulée «Art du Bénin, de la restitution à la révélation», a mis en lumière le génie créatif des artistes traditionnels et la continuité de ce savoir-faire chez la nouvelle génération. Elle a eu un tel retentissement dans le monde que sa composante contemporaine a été demandée au Maroc, en Martinique et en France et, de fait, mise en itinérance pour les deux prochaines années.

Ces œuvres et beaucoup d'autres figureront sans doute dans la collection du Musée d'Art Contemporain de Cotonou. Cette institution, qui vient d'être créée, ambitionne d'être l'espace idoine pour montrer les expressions contemporaines les plus inventives des artistes béninois. L'art patrimonial, lui, sera visible à Abomey, l'ancienne capitale du royaume où il avait été conçu des siècles plus tôt. Le Palais des Rois, transformé en musée depuis les années 1960, subira une configuration plus moderne, en articulation avec des aspects les plus singuliers de l'histoire de ce royaume: l'épopée des amazones, ce corps d'élite de femmes surentraînées qui furent les boucliers des rois en même temps que le fer de lance de leurs campagnes guerrières.

L'autre spécificité béninoise, c'est le vaudou, religion ancestrale présente partout et dont l'image, brouillée par les préjugés, méritait réhabilitation. Déjà adoptée dans le calendrier national comme événement officiel, la célébration des religions endogènes sera confortée par la fondation du Musée international du vaudou à Porto-Novo.

Ainsi, l'histoire, comme source de renaissance artistique du Bénin, se déploie aujourd'hui partout. Sur les avenues ou sur les places publiques des villes, se multiplient les statues et les infrastructures qui racontent le Bénin d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Devenir le quartier culturel de l'Afrique ne constituera pas seulement l'objectif phare du régime Talon. Ce sera surtout son «soft power» pour rendre attractive la destination Bénin et générer, à l'orée de 2025, la plus grande économie touristique du pays. ■



FLORENT COUAO-ZOTTI est écrivain, journaliste et critique d'art béninois. Auteur d'une vingtaine de romans, de nouvelles et de pièces de théâtre publiés chez Gallimard et le Serpent à plumes, il a été distingué par plusieurs récompenses, dont le prix Roland Jouvenel de l'Académie française en 2019. Il vit et travaille à Cotonou, la capitale économique et plus grande ville du Bénin.



EX-YU-ROCK-CENTAR, UN LIEU DÉDIÉ AU ROCK YOUGOSLAVE

L'ex-Yougoslavie comptait autrefois une scène rock florissante. Un nouveau centre à Sarajevo veut retracer ce chapitre de l'histoire et contribuer à l'essor de la région.

Texte : Samanta Siegfried

D'où vient le meilleur rock du monde ? Beaucoup penseront aux États-Unis ou à l'Angleterre, mais pas forcément à l'ex-Yougoslavie. Pourtant, la scène rock de la région est considérée comme l'une des meilleures et des plus stimulantes du monde.

« Tout le monde écoutait du rock, il y avait toute une industrie derrière. Nous étions amoureuses des rockeurs », se rappelle Sanela Ademovic, conseillère politique et culturelle à l'Ambassade de Suisse en Bosnie et Herzégovine. Entre 1960 et 1990, la région comptait environ un millier de groupes de rock.

L'essor de la scène du rock était en partie dû à une interprétation plus ouverte du socialisme qu'en Union soviétique. « La critique politique était possible si elle respectait certaines limites », explique Sanela Ademovic. Une critique qui s'exprimait surtout par la musique. Les règles pour voyager étant relativement souples, les personnes munies d'un passeport pouvaient visiter d'autres pays et s'inspirer d'autres cultures.

Les guerres qui ont débuté en 1991 ont divisé la région. Certains groupes de rock se sont séparés ou brouillés, tandis que d'autres se sont opposés publique-

ment aux conflits. « La musique est ce qui nous unissait à l'époque, et ce qui peut encore nous unir aujourd'hui », commente Sanela Ademovic.

Pour rappeler ce chapitre de l'histoire et faire revivre l'esprit de la musique rock, un lieu dédié a été créé à Sarajevo : l'Ex-Yu-Rock-Centar. La capitale de la Bosnie et Herzégovine est d'ailleurs souvent qualifiée de « berceau du rock ». L'inauguration du centre a eu lieu le 29 novembre dernier avec une première exposition intitulée « Tu me choques ! », d'après une célèbre chanson du groupe Zabranjeno Pusenje. La rétrospective

permet de découvrir la période dorée du rock en ex-Yougoslavie, entre 1980 et 1992.

«Nous avons travaillé sur cette exposition pendant près d'un an», raconte Igor Misić. L'ancien musicien qui participe au projet était chargé de demander aux rockeuses et rockeurs de fournir des objets significatifs pour l'exposition. «Ce n'était pas si facile, étant donné la valeur émotionnelle de ces pièces, dit-il. J'ai toutefois réussi à les convaincre qu'il valait mieux les exposer dans un musée que de les garder dans une cave.» Ainsi a-t-il réuni plus de 300 artefacts mis à disposition par une quarantaine de musiciennes et musiciens. Pochettes de disques, billets de concert, photos de l'époque, chaussures mythiques ou instruments de musique: «Tous des originaux», précise Igor Misić, qui assure des visites guidées de l'exposition.

L'idée de créer l'Ex-Yu-Rock-Centar est venue de Will Richard et de Valery Perry. Originaires tous les deux des États-Unis, ils vivent depuis longtemps en Bosnie et Herzégovine. Valery Perry a grandi près de Cleveland, dans l'Ohio, où se trouve le célèbre Rock & Roll Hall of Fame. «J'ai vu comment Cleveland, une ville en dé-

clin économique, s'est épanouie grâce au Hall of Fame, avec de nouveaux cafés et restaurants ainsi que l'arrivée des touristes», raconte la chercheuse indépendante et autrice qui vit aujourd'hui à Sarajevo. Elle-même est passionnée par le rock yougoslave: «Même si l'on ne comprend pas les paroles, on peut apprécier la musique», indique-t-elle. Selon Igor Misić, ce regard extérieur sur la scène rock est important: «Le fait que des personnes venues d'ailleurs confirment la qualité particulière de notre musique me motive à participer au projet.»

L'Ex-Yu-Rock-Centar devrait officiellement ouvrir ses portes au milieu de l'année 2024. Pour se faire connaître et trouver des sponsors, il propose déjà des expositions soutenues notamment par la DDC. Les thèmes de cette année sont le rock au Monténégro et en Macédoine du Nord ou encore les femmes dans le monde du rock. Le centre enregistre de nombreuses visites. Il est fréquenté tant par la population locale que par les touristes.

Outre la salle d'exposition et une scène de concert, un café, une boutique de fans et une salle de répétition sont éga-

lement prévus. «L'Ex-Yu-Rock-Centar vise aussi à encourager les jeunes talents», relève Valery Perry, car ceux-ci manquent de possibilités et de perspectives. Les productions des anciens groupes de rock sont toujours appréciées et il existe des formations plus jeunes qui ont du succès. Mais le soutien des autorités se limite à la musique folklorique dominante. «Le centre a vocation à raconter une autre histoire que celle actuellement véhiculée par les politiques, en surmontant les frontières grâce à la musique», souligne Valery Perry, qui a travaillé sur les conflits et la réconciliation.

Jusqu'ici, l'Ex-Yu-Rock-Centar a été soutenu par la DDC, l'Union européenne, l'Unesco ainsi que le ministère de la Culture et des Sports de Sarajevo notamment. Et par un nombre croissant de fans de musique qui souscrivent une adhésion. ■

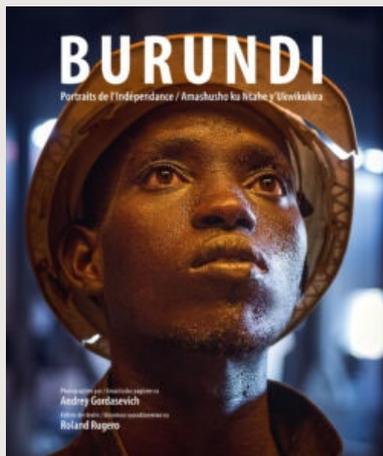
<https://ex-yurock.com>

L'ex-Yu-Rock-Centar ne se contente pas de célébrer les années d'or de l'ex-Yougoslavie, il organise aussi des concerts.

© Ex-Yu-Rock-Centar



NUANCES D'INDÉPENDANCE



(réd) Pour les soixante ans d'Indépendance du Burundi en 2022 et les vingt ans de la présence de la coopération suisse, le photographe Andrey Gordasevich a réalisé, en collaboration avec des consœurs et confrères locaux, 51 portraits de Burundaises et de Burundais. Le recueil, établi pour la DDC, montre des femmes et des hommes de tous âges, exerçant des professions diverses, qui ont façonné le Burundi d'aujourd'hui. Il dévoile leurs histoires, leurs pensées, leurs doutes et leurs espoirs, mais aussi la manière

dont elles et ils ont vécu l'indépendance. Les portraits ont été présentés à Bujumbura et à Genève. Les expositions, dont la mise en œuvre a été confiée au consortium burundais Ku.Ziko, s'inscrivaient dans le cadre d'un programme d'appui de la Suisse au secteur de la culture. Ce programme vise à valoriser les arts, les talents artistiques et l'industrie culturelle comme autant d'outils au service de la création, du rapprochement des communautés ainsi que de la promotion du patrimoine culturel du Burundi.

Andrey Gordasevich (photographies) et Roland Rugero (textes), Burundi. Portraits de l'Indépendance, Éditions Gusoma, Bujumbura, 2022

il ne fait jamais partie de la famille. Tu n'es ni de leur ethnie ni de leur religion. Ils n'ont pas de considération pour toi.» Les adolescentes tentent de subvenir aux besoins de leurs familles, restées au village. Et rêvent d'une vie meilleure. Leurs tourments les rendent attachantes. *Djaïli Amadou Amal, Cœur du Sahel, Collas Emmanuelle, Paris, 2022*

RENFORCER LES CAPACITÉS EN MATIÈRE DE PLAIDOYER

(zs) Comment définir ses stratégies d'action? Comment argumenter, conduire et exploiter un plaidoyer? Le kit pédagogique *Le plaidoyer pour l'action!* répond à ces questions. Développé par la Plateforme souveraineté alimentaire d'organisations membres de la Fédération genevoise de coopération, il est basé sur les expériences partagées lors d'ateliers menés au Sénégal en juillet 2021. Le kit s'adresse aux actrices et acteurs ainsi qu'aux formatrices et formateurs de tous les secteurs de la coopération internationale pour renforcer leurs actions et leurs campagnes. Il est composé d'un film de vingt minutes et de quatre fiches. *Plus d'informations: <https://souverainete-alimentaire.org/notre-plateforme-creation-premier-kit-pedagogique-pour-mener-des-plaidoyers-dans-la-souverainete-alimentaire>*

LIVRES

LES CONSÉQUENCES PSYCHIQUES DE LA GUERRE SUR LES ENFANTS

(zs) Comment soutenir et rassurer les enfants en temps de guerre? Quel impact peut avoir un conflit sur leur développement? Faut-il les inciter à exprimer leurs émotions? Spécialiste de la prise en charge des traumatismes psychiques chez l'enfant, la psychologue Hélène Romano publie un ouvrage nécessaire pour alerter sur les effets dévastateurs de la guerre sur les plus jeunes. Citant des phrases d'enfants, l'auteur relève que « ces témoignages si forts nous permettent de comprendre que, bien loin des explications géopolitiques, la guerre est pour un enfant ce qui vient fracasser sa vie (...) ». Tout son monde s'effondre: l'enfant est exposé à la mort et à une déshumanisation totale. Pour surmonter les horreurs d'un conflit armé et le « soutenir vers un devenir possible », un enfant a plus que jamais besoin des adultes, souligne Hélène Romano. Destiné aux parents ainsi qu'aux éducatrices et éducateurs, son livre propose des outils pour traiter le sujet en famille ou à l'école. *Hélène Romano, Les enfants et la guerre, Odile Jacob, Paris, 2022*

LA CONDITION DES DOMESTIQUES



(zs) Romance et peinture sociale: Djaïli Amadou Amal mêle avec brio les deux genres dans son quatrième opus *Cœur du Sahel*. L'écrivaine camerounaise défend à nouveau les femmes. Elle nous emmène à Maroua, dans le nord de son pays. Trois filles, Faydé, Srafata et Bintou, quittent leur famille pour travailler en ville comme domestiques. La première est au service d'un riche commerçant peul, Alhadji Bakary, ainsi que de sa mère, de ses trois épouses et de nombreux enfants. La vie est loin d'être rose. Le travail est éreintant, sans compter le mépris dont l'accablent les gens aisés. « Un domestique reste un domestique, même s'il fait du bon travail et est apprécié, lui rappelle son amie Bintou. Même assidu depuis des années,

MUSIQUE

VIF ET ÉLÉGANT

(er) Dans le bassin du puissant fleuve Orénoque, en Colombie et au Venezuela, le joropo fait partie de la musique de danse traditionnelle des llaneros, les éleveurs de bétail et les cow-boys. Ce folklore masculin est enrichi de manière originale par le groupe Cimarrón, avec des emprunts péruviens, brésiliens, africains et andalous. Cimarrón a été fondé il y a plus de deux décennies en Colombie par le harpiste Carlos «Cuco» Rojas et sa partenaire, la chanteuse Ana Veydó. Après le décès du leader du groupe en 2020, c'est elle qui reprend les rênes. D'où le titre du quatrième album: *La Recia* (« La femme forte »), dont les textes constituent un hommage à la femme. La voix féminine limpide s'élève parfois dans les aigus, entraînée par les rythmes à la fois furieux et subtils du tambour à fente manguaré, de la caisse de résonance péruvienne cajón et du tambour afro-colombien tambora. À cela s'ajoute la virtuosité de la harpe, de la basse, du cuatro et de la bandola qui ressemblent à des guitares, pour un ensemble vif et élégant. *Cimarrón, La Recia (Cimarron/CPL Music)*

BAROQUE AFRICAIN



(er) Abel Selaocoe, 31 ans, aime la musique baroque européenne, mais aussi les chansons des traditions africaines. Après une première formation musicale dans le township de Soweto à Johannesburg, il étudie le violoncelle au Royal Northern College of Music de Manchester. Deux passions qu'il associe dans un projet de CD exceptionnel : *Where Is Home*. Les quinze morceaux comprennent notamment les suites pour violoncelle n° 3 et n° 5 de Jean-Sébastien Bach (1685-1750) ainsi que des œuvres pour violoncelle de l'Italien Giovanni Benedetto Platti (1697-1763), sans oublier des compositions captivantes d'Abel Selaocoe lui-même. On l'entend jouer, mais aussi chanter dans la langue sesotho du Lesotho, d'une voix tour à tour douce, grondante ou beatboxée. La kora d'Afrique de l'Ouest et son cousin européen, le luth théorbe, apportent des accents sonores aux morceaux de violoncelle parfois vibrants ou éthérés. Le livret du CD fournit des informations en allemand, français et anglais. *Abel Selaocoe, Where Is Home/Hae Ke Kae (Warner Classics)*

FILMS

LA FORCE DES FEMMES EN RDC

L'histoire que raconte le réalisateur Alain Gomis dans son film *Félicité* pourrait se dérouler dans n'importe quel endroit du monde marqué par la précarité. Le cinéaste né en France et ayant des racines au Sénégal et en Guinée-Bissau retrace de manière époustouflante le combat d'une mère pour son enfant. Dès les premiers plans, il nous invite à un voyage fiévreux à travers la nuit de Kinshasa, avec son

ambiance brumeuse, son rythme et sa musique qui finissent par se cristalliser en une histoire d'amour surprenante. Il déploie une sensibilité cinématographique qui évoque l'amour d'une mère pour son fils et le combat d'une femme pour la dignité humaine. Un portrait de l'Afrique dont nous pouvons nous inspirer dans notre quotidien. Le film va droit au but et ne manque pas de toucher son public. *Félicité d'Alain Gomis; disponible en DVD ou en streaming sur filmgingo.ch, paru aux Éditions trigon-film. En lingala avec sous-titres en allemand et en français. www.trigon-film.org*

CONTRE LE RENVOI D'UN AFGHAN

(ca) Peu avant que l'avion ne s'apprête à décoller, une passagère refuse de s'asseoir à sa place. Elle s'oppose au renvoi d'un homme vers l'Afghanistan. Les personnes présentes dans l'avion sont arrachées à leur routine et se trouvent soudain confrontées à l'obligation de prendre position. La réalisatrice a trouvé l'inspiration de ce court-métrage dans un incident relayé par la presse internationale. Une jeune étudiante suédoise a pris en 2018 un billet d'avion pour empêcher le renvoi d'un Afghan. Refusant de gagner son siège, elle a ainsi retardé le décollage de l'avion. L'activiste a diffusé la scène en direct sur Facebook, en se filmant à l'aide de son smartphone. Elle a atteint son objectif : son action de protestation a suscité l'attention des médias et le renvoi du requérant d'asile afghan a été suspendu. Dans son court-métrage, Rikke Gregersen adopte une autre perspective. Le visage de la militante n'est pas montré. Seuls le personnel navigant ainsi que les passagères et passagers apparaissent à l'écran. Les concerné.e.s de Rikke Gregersen; avec des suggestions pédagogiques pour <https://catalogue.education21.ch/fr/node/973292>

COUP DE CŒUR



En quête d'identité

Ayse Yavas photographie des visages pour capter leur essence et se découvrir elle-même.

Je suis née en Suisse de parents immigrés turcs. Comme ils n'avaient pas le temps de s'occuper de moi, j'ai grandi en Turquie jusqu'à l'âge de sept ans. D'abord à Istanbul, chez des proches, puis pendant un an chez ma grand-mère à Doğançılı, au bord de la mer Noire. Je me souviens très bien de cette année. Toute la vie du village tournait autour du petit magasin de mes grands-parents. Je me sentais protégée dans cette communauté, le lien à la nature toute proche était très fort. Après l'école obligatoire et une année de lycée à Izmir, je me suis brouillée avec mon père. J'avais commencé la photographie et voulais emporter les albums de famille, mais mon père m'a surprise. Dans sa colère, il a découpé toutes les photos de famille pour enlever ma tête. J'ai alors entrepris de reconstituer ces albums pour moi-même. Au fil du temps, j'ai pris de plus en plus de liberté avec ces collages. Les albums de famille sont essentiels pour mon exposition actuelle intitulée *Et puis la vie a commencé*, qui montre un pan de l'histoire de l'immigration suisse jusqu'ici invisible. La photographie est pour moi comme un miroir. Elle m'incite à réfléchir sur moi-même et fait partie de ma quête permanente d'identité. Lorsque je photographie une personne, je recherche un échange d'égal à égal. Je ne veux pas que la personne prenne une pose. Je souhaite capter l'essence de son visage, le dénominateur commun qui fait que la personne se reconnaît autant que je la reconnais. Je retourne souvent à Istanbul, où je possède un appartement dans la partie asiatique. Je cultive ainsi ma nostalgie de la langue turque et des conversations bruyantes pleines d'humour et de taquineries. À Istanbul, je me sens comme une extraterrestre qui comprend tout et qui a son mot à dire, mais qui est quand même étrangère. Un sentiment libérateur et différent de la Suisse, où je suis chez moi, mais où je reste tout de même étrangère.

(Propos recueillis par Samuel Schlaefli)

IMPRESSUM

Un seul monde paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien. La version en ligne est également disponible en anglais.

Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction

Patricia Danzi (responsable), Martina Waldis (coordination globale), Beat Felber, Marie-Noëlle Paccolat, Rosalyne Reber, Nicolas Saameli, Pascal Schwendener, Don Sebastian, Özgür Ünal

Rédaction

Beat Felber (bf - production), Luca Beti (lb), Zélie Schaller (zs), Samuel Schlaefli (sch), Samanta Siegfried (sam)

Courriel: info.deza@eda.admin.ch

Réalisation, Photolitho et impression

Stämpfli SA, Berne

Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Communication DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: deza@gewa.ch

Imprimé sur papier blanchi sans chlore et expédié sans film d'emballage pour protéger l'environnement.

Tirage total: 34500 exemplaires

Couverture: La Congolaise Marie Baseme Kasoki avec sa fille Elisa.

© Bettina Flitner/laif

ISSN 1661-1675

www.un-seul-monde.ch

www.ddc.admin.ch

« On me pourchassait, parce que j'étais mariée à un Tutsi. Enceinte de huit mois, avec mon fils de quatre ans sur le dos, je me suis cachée dans les buissons. »

Dorcelle, page 16

« Ici, nous sommes prompts à croire en ce qui nous vient d'ailleurs – en cela, nous avons réellement perdu nos repères. »

Georgette Singbe, page 25

« Donner du pouvoir aux populations locales est la seule solution durable dans une crise humanitaire. »

Mazen Fadhl Maddi, page 30
